

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1740

15 juillet 2015

SOMMAIRE

6 24 LBI International	83475	Five Arrows Secondary Opportunities III Co- Investments S.C.A., SICAR	83520
Abbeycroft Sales Company S.à r.l.	83475	Freepost S.à r.l.	83480
Assurances Gest S.A.	83481	Frigoprocess S.A.	83479
Baloise Luxembourg Real Estate S.A.	83520	Herres Consult S.à r.l.	83478
Cadmos Fund Management	83481	Holdertrade Ltd & Cie S.N.C.	83480
Candriam GF	83507	JPMorgan Private Bank Funds I	83519
CitCor Residential Holdings S.à r.l.	83481	Melf S.à r.l.	83501
Cleaning Management Services S.à r.l.	83481	OCM Debtco S.à.r.l.	83482
DH E Alpha S.à r.l.	83477	OCM Gaudi Debtco S.à.r.l.	83482
Dierickx, Leys Luxembourg S.A.	83476	Panther Capital Holdings I Luxembourg S.à r.l.	83493
DORR-BOËL S.à.r.l.	83477	Pharlyse S.A.	83474
Duke Energy Luxembourg I S.À R.L.	83476	Property Trust Dasing, S.à r.l.	83518
East 7 S.A.	83479	Regal Holdings Company S.A.	83519
East Capital (Lux)	83478	Socom S.A.	83480
Edge S.A.	83479	Techolding S.A.	83474
EECF Delta S.à r.l.	83475	Telovia S.A.	83474
EFE (Investments-II) S.à r.l.	83479	Thesion Handelsgesellschaft S.à r.l.	83475
Elis Luxembourg S.A.	83478	Tide Infrastructure I S.à r.l.	83484
Euresa-Life S.A.	83475	VEE Estepona A.G.	83474
EuroCompta S.à.r.l.	83476	V.L.V.I. - LUX S.à r.l. (ventes-locations véhi- cules industriels - LUX S.à r.l.)	83474
Ewald WOLTER S.à r.l.	83477		
Facility S.A.	83477		
Firstline Systems S.A.	83480		
Fisch Fund Services AG	83480		

Pharlyse S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 19.000.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015075551/9.
(150085792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Techolding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 30.690.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015075663/10.

(150085929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

V.L.V.I. - LUX S.à r.l. (ventes-locations véhicules industriels - LUX S.à r.l.), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8279 Holzem, 28, route de Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 140.818.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015075677/10.

(150085643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

VEE Estepona A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 123.743.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2014 mit allen dazugehörigen Unterlagen wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

VEE ESTEPONA AG

Référence de publication: 2015075686/11.

(150086136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Telovia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8371 Hobscheid, 10, rue de Steinfort.
R.C.S. Luxembourg B 137.460.

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015075664/14.

(150085968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Thesion Handelsgesellschaft S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8017 Strassen, 18, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 158.044.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015075656/9.

(150085769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

6 24 LBI International, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 117.487.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'administration

Référence de publication: 2015075722/10.

(150086189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Abbeycroft Sales Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2156 Luxembourg, 2, Millegässel.
R.C.S. Luxembourg B 140.268.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Triple A Consulting

Référence de publication: 2015075756/10.

(150087077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Euresa-Life S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 5, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 43.958.

Acte de constitution publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 15 avril 2008
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bernard DUFOURNY

Administrateur

Référence de publication: 2015075984/12.

(150086407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

EECF Delta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 107.809.

Le rectificatif des comptes annuels au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg en remplacement des comptes annuels déposés en date du 24 avril 2015 sous la référence L150070502.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Matthijs BOGERS

Gérant

Référence de publication: 2015075971/13.

(150086270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

EuroCompta S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3720 Rumelange, 8, rue d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 92.053.

Il résulte d'une convention de cession de parts sociales sous seing privé avec effet au 21 avril 2014 que la société TRIMLINE S.A., avec siège social à L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume, inscrite au registre de commerce de Luxembourg, section B29.944, a cédé 126 (cent vingt-six) parts sociales qu'elle détient dans la société EUROCOMPTA S.A.R.L., à la société GRANT FINANCE & CO S. A., avec siège social à L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume, inscrite au registre de commerce de Luxembourg, section B 84.601.

Par conséquent, à compter du 21 avril 2014, la répartition du capital social de la société est comme suit:

	Parts
- GRANT FINANCE & CO S.A.	126
Total	126

Luxembourg, le 21 avril 2014.

Référence de publication: 2015075964/17.

(150087097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Duke Energy Luxembourg I S.À R.L., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: 2-8, rue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 194.349.

Extrait des résolutions écrites prises par les associés en date du 20 mars 2015

En date du 20 mars 2015, les associés de la Société ont pris les résolutions suivantes:

- D'accepter la démission de Monsieur Lythgoe Martin, en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 12 mars 2015;

- De nommer Madame Kris Cox Duffy, née le 28 juillet 1959, en Caroline du Nord, USA, résidant professionnellement au 550 South Tyron, Charlotte, Caroline du Nord 28202, USA, en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 12 mars 2015 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 21 mai 2015.

De Cillia Xavier

Gérant de catégorie B

Référence de publication: 2015075954/18.

(150086984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Dierickx, Leys Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 247, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 55.067.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège de la société en date du 14 avril 2015 à 11 heures

Après délibération, l'assemblée, à l'unanimité, décide:

De renouveler les mandats des administrateurs Monsieur Wilfried Dierickx, Monsieur Paul Georges Vermeire (domicilié 37 Marie-Joselaan B-2600 Antwerpen), Monsieur Willem Antoon Van Dyck (domicilié 2/0011 Petunialaan B-8301 Knokke-Heist), Madame Monique Leys et Monsieur Dirk Abeloos jusqu'à l'assemblée générale de 2016 traitant l'année 2015,

De renouveler les mandats de l'administrateur-délégué Monsieur Dirk Abeloos jusqu'à l'assemblée générale de 2016 traitant l'année 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Signatures

Un administrateur / Un administrateur

Référence de publication: 2015075949/19.

(150086551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

DORR-BOËL S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2313 Luxembourg, 14, place du Parc.
R.C.S. Luxembourg B 66.183.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015075952/9.

(150086329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Ewald WOLTER S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6686 Mertert, 63, rue de Wasserbillig.
R.C.S. Luxembourg B 19.213.

Les comptes annuels rectifiés au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg en remplacement de la 1^{ère} version du 30 avril 2015 et portant le numéro de dépôt initial au RCS L150074559.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 21 mai 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015075965/11.

(150086529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

DH E Alpha S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 7.215.949,16.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 167.790.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mai 2015.

Fabian Sires

Gérant

Référence de publication: 2015075947/12.

(150086852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Facility S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 1, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 97.091.

Extrait du PV d'assemblée générale extraordinaire du 25/06/2009

1. Renouvellement du Conseil d'Administration - nomination d'un administrateur-délégué.

L'assemblée générale décide, par un vote spécial et à l'unanimité, de renouveler les mandats d'administrateurs de Madame Sauvenay Adeline, Monsieur Clinquart Laurent et de Madame Eduarda Maria Lopes, demeurant tous trois Rue de la Belle-Vue 71, B-6700 Arlon.

L'assemblée générale décide également de renouveler le mandat de commissaire aux comptes de la société Devaux & Associés dont le siège social est établi à Rue de Muhlenbach 121 à L-2168 Luxembourg.

De plus, l'Assemblée générale décide de nommer Madame Eduarda Maria Lopes comme administratrice-déléguée de la société.

Ces mandats sont renouvelés pour une période de 6 années soit jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire qui se tiendra en 2015.

Étant donné que tous les points de l'ordre du jour ont été traités et qu'il ne subsiste plus aucune question, l'assemblée est clôturée, après lecture et approbation du présent procès-verbal.

Madame Eduarda Maria Lopes

Administratrice-déléguée

Référence de publication: 2015075994/22.

(150087100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Herres Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6686 Mertert, 51, route de Wasserbillig.
R.C.S. Luxembourg B 142.435.

Die Anteile an der Herres Consult S.à r.l. werden folgenden Personen zugeordnet:

1° Herr Heinz Herres, wohnhaft in 54317 Osburg, 13, Zum Kirschbäumchen; 98 Anteile

2° Herr Jens Pfeiffer, wohnhaft in 54570 Kirchweiler, 22, Schulstrasse; 7 Anteile

3° Herr Andreas Falk, wohnhaft in 54293 Trier, 9, Schillerstraße; 7 Anteile

4° EUROLINE S.à r.l, B23590, L - 6930 Mensdorf, Rue d'Uebersyren; 13 Anteile

Aufgenommen zu Mertert am 19.05.2015 in so vielen Ausfertigungen wie anwesende Parteien. Herr Heinz Herres.

Référence de publication: 2015074584/13.

(150084800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Elis Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4959 Bascharage, 22, ZAE de Zaemer.
R.C.S. Luxembourg B 48.681.

Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration tenu le 5 mai 2015

- Monsieur Yann MICHEL, né le 3 novembre 1974 à Avignon (France), demeurant au 376 rue de l'Orme Gauthier F-78630 ORGEVAL est nommé nouvel Administrateur-délégué à compter de ce jour pour la durée de son mandat d'Administrateur.

Mr Yann MICHEL pourra engager seul la société dans tous les actes de la gestion journalière conformément à l'article 9 des statuts. Il aura seul la signature sociale.

Fait à Luxembourg, le 5 mai 2015.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2015075975/15.

(150086887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

East Capital (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 11, rue Sainte-Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 121.268.

Extract of the minutes of the Annual General Meeting dated 13 May 2015

Re-appointment of the Directors for the ensuing year:

Messrs Paul Carr

Peter Elam Hakansson

Albin Rosengren

Jérôme Wigny

Mrs. Louise Hedberg

Re-appointment of the Authorised Independent Auditor, KPMG Luxembourg S.à.r.l. for a new period of one year.

Suit la traduction française

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire daté du 13 mai 2015

Renouvellement des administrateurs pour l'exercice social suivant:

Messieurs: Paul Carr

Albin Rosengren

Jérôme Wigny

Peter Elam Hakansson (Administrateur - président)

Madame Louise Hedberg

Renouvellement du réviseur d'entreprise indépendant KPMG Luxembourg S.à.r.l. pour l'exercice social suivant.

Pour EAST CAPITAL (LUX)

Référence de publication: 2015075966/25.

(150086904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Edge S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.
R.C.S. Luxembourg B 128.076.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2015075970/10.

(150086524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

EFE (Investments-II) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 153.194.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

EFE (Investments-II) S.à r.l.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2015075972/13.

(150086956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Frigoprocess S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 73.225.

Extrait du Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 20 mai 2015

Première résolution

Afin de se conformer aux dispositions de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, le Conseil d'Administration décide de nommer HRT Fidalux S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous le numéro B 41178 en qualité de dépositaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FRIGOPROCESS S.A.

Référence de publication: 2015076024/15.

(150086899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

East 7 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 168.689.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 12 mai 2015 à 11.00 heures à Luxembourg

- L'Assemblée décide de renouveler le mandat de Sergii PYLYPENKO, administrateur A et de Koen LOZIE et JALYNE S.A., représentée par Jacques BONNIER, administrateurs B pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes au 31 décembre 2015.

- L'Assemblée décide de renouveler le mandat de THE CLOVER, en tant que Commissaire aux Comptes pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes au 31 décembre 2015.

Pour copie conforme

S. PYLYPENKO / K. LOZIE

Administrateur A / Administrateur B

Référence de publication: 2015075967/16.

(150087084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Firstline Systems S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5682 Dalheim, 7, Baachhiel.

R.C.S. Luxembourg B 80.110.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015076003/9.

(150086922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Holdertrade Ltd & Cie S.N.C., Société en nom collectif.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 21, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 112.337.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Référence de publication: 2015075363/10.

(150085807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Socom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 49.898.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015075635/10.

(150086198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Fisch Fund Services AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 51.063.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Investment Solutions S.A.

Signature

Référence de publication: 2015076004/11.

(150086302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Freepost S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.552.500,00.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 113.017.

EXTRAIT

En date du 19 mai 2015, l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de M. Samuel Haas en tant que gérant est acceptée avec effet au 19 Mai 2015.

Luxembourg, le 19 Mai 2015.

Pour extrait conforme

Andreas Brückmann

Référence de publication: 2015076007/14.

(150087300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

CitCor Residential Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 130.183.

Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015075202/9.

(150085918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Assurances Gest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 55, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 72.889.

EXTRAIT

Il résulte de décisions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mai 2015, que la démission par Monsieur Jean-Marie BARA de son mandat d'administrateur de la Société a été constatée avec effet à compter du 7 mai 2015.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Référence de publication: 2015075799/11.

(150086721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Cleaning Management Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 170.688.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Cleaning Management Services sàrl

Constantin ROMAS

Gérant unique

Référence de publication: 2015075203/13.

(150085591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Cadmos Fund Management, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 119.883.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires s'est tenue à Luxembourg le 30 avril 2015 et a adopté les résolutions suivantes:

1 - L'Assemblée prend note de la démission de Mr Pascal Chauvaux avec effet au 26 mai 2014.

2 - L'Assemblée ratifie la co-optation de Mr Maxime Blanquet du Chayla avec effet au 26 mai 2014 en remplacement de M. Pascal Chauvaux.

3 - L'Assemblée a reconduit les mandats d'Administrateurs:

- Mr Melchior de Muralt (12, rue de la Corrairie, CH-1211 Genève)

- Mr Guillaume Pictet (12, rue de la Corrairie, CH-1211 Genève)

- Mr Maxime Blanquet du Chayla (88, boulevard de la tour Maubourg, F-75007 Paris)

- Mr Frédéric Fasel (15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg)

pour une année, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires en 2016.

4 - L'Assemblée a reconduit le mandat du Réviseur d'Entreprises Agréé Deloitte Audit S.à r.l (560, Rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg) pour une durée d'un an, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale des actionnaires en 2016.

Référence de publication: 2015075219/21.

(150085745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

**OCM Gaudi Debtco S.à.r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. OCM Debtco S.à.r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 192.716.

—
In the year two thousand and fifteen, on the fifteenth day of April,
Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,
was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of OCM Debtco S.à r.l. (to be renamed OCM Gaudi Debtco S.à r.l.), a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, and a share capital in an amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500), registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 192.716, incorporated on December 8, 2014 pursuant to a deed of Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on January 8, 2015, number 52, page 2467 (the Company). The articles of association of the Company have not been amended since its incorporation.

THERE APPEARED:

OCM OPPTS IX Group Debt Holdings S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and a share capital in an amount of EUR 12,500.-, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 193.217 (the Sole Shareholder), here represented by Régis Galiotto, notary's clerk, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, prenamed and represented as stated above, representing the entire share capital of the Company, has requested the undersigned notary to record that:

I. The Company's share capital is presently set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by one million (1,000,000) shares in registered form without indication of nominal value, all subscribed and fully paid-up.

II. The agenda of the Meeting is as follows:

1. Waiver of convening notices;
2. Change of the name of the Company from "OCM Debtco S.à r.l." to "OCM Gaudi Debtco S.à r.l.";
3. Subsequent amendment of article 1 of the articles of association of the Company to take into consideration the name change adopted under item 2.; and
4. Miscellaneous.

III. The Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented, the Meeting waives the convening notice requirements, the Sole Shareholder considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to amend the name of the Company from "OCM Debtco S.à r.l." to "OCM Gaudi Debtco S.à r.l.".

Third resolution

The Meeting resolves to amend article 1 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follow:

“ Art. 1. Form, Name. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the “Company”) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the “Laws”) and by the present articles of incorporation (the “Articles of Incorporation”).

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of “OCM Gaudi Debtco S.à r.l.”.

There being no further business, the Meeting is closed.

Estimate of costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand three hundred Euros (1,300.-EUR).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, such proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quinze avril,

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de OCM Debtco S.à r.l. (dont le nom deviendra OCM Gaudi Debtco S.à r.l.), une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg et un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-), immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 192.716, constituée le 8 décembre 2014 en vertu d'un acte de Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 8 janvier 2015, numéro 52, page 2467 (la Société). Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis sa constitution.

A COMPARU

OCM OPPTS IX Group Debt Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 193.217 et ayant un capital social de EUR 12.500,- (l'Associé Unique),

ici représenté par Régis Galiotto, clerc de notaire, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après signature "ne varietur" par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, prénommé et représenté comme indiquée ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social de la Société, a prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Le capital social de la Société est actuellement fixé à douze mille cinq cents euro (EUR 12.500.-), représenté par un million (1.000.000) de parts sociales nominatives, sans indication de valeur nominale, toutes entièrement souscrites et libérées.

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Modification de la dénomination sociale de la Société de «OCM Debtco S.à r.l.» à «OCM Gaudi Debtco S.à r.l.»;
3. Modification subséquente de l'article 1. des statuts de la Société afin de prendre en compte la modification de la dénomination sociale adoptée au point 2. ci-dessus; et
4. Divers.

III. L'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

La totalité du capital social de la Société étant représentée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, l'Associé Unique représenté à l'Assemblée se considérant lui-même comme ayant été dûment convoqué et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de modifier la dénomination sociale de la Société de «OCM Debtco S.à r.l.» à «OCM Gaudi Debtco S.à r.l.».

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 1. des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. Forme, Dénomination.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (les «Lois»), et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

La Société adopte la dénomination «OCM Gaudi Debtco S.à r.l.».

Plus aucun point ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte est estimé à environ mille trois cents Euros (1.300.- EUR).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte original.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 23 avril 2015. Relation: 1LAC/2015/12504. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 mai 2015.

Référence de publication: 2015074754/127.

(150084852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Tide Infrastructure I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 196.240.

In the year two thousand and fifteen, on the twelfth of May,

Before Maître Jacques KESSELER, notary residing in Pétange,

THERE APPEARED:

EQT Infrastructure II GP B.V., a private company with limited liability (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid), organized under the laws of the Netherlands, having its official seat in Amsterdam, the Netherlands and its registered office at Schiphol Boulevard 355, H-Tower, 4th floor, 1118 BJ Schiphol, the Netherlands and registered with the commercial register of the Chamber of Commerce under number 54468701, acting as general partner of EQT Infrastructure II Limited Partnership, a limited partnership, established and existing under the laws of England and Wales, having its office address at Schiphol Boulevard 355, H-Tower, 4th floor, 1118 BJ Schiphol, the Netherlands and registered with the Registrar of Companies for England & Wales under Companies' House number LP014908,

represented by Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employee, residing in Schouweiler, by virtue of a power of attorney given under private seal on 12 May 2015.

Which power of attorney shall be signed ne varietur by the proxyholder of the above named party and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Who declared and requested the notary to state:

1) That "EQT Infrastructure II GP B.V.", prenamed, acting as general partner of EQT Infrastructure II Limited Partnership, prenamed, is the sole shareholder of Tide Infrastructure I S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 196.240 and incorporated by a deed of Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch/Alzette, on 17 April 2015 not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Company"). The articles of association of the Company (the "Articles") have not been amended since then.

2) That the corporate capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each.

3) After this had been set forth, the above named sole shareholder representing the entire corporate capital of the Company, has decided to hold an extraordinary general meeting and to take the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to convert the twelve thousand five hundred (12,500) shares of the Company into twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares of the Company with a nominal value of one Euro (EUR 1) each.

Second resolution

The sole shareholder resolves to create nine (9) new classes of preference shares of the Company, which shall be designated as classes A, B, C, D, E, F, G, H and I shares, each share having a nominal value of one Euro (EUR 1) each and to increase the share capital of the Company by an amount of one hundred and twelve thousand five hundred Euro (EUR 112,500), so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) to one hundred and twenty-five thousand Euro (EUR 125,000) by the creation and the issue of:

- twelve thousand five hundred (12,500) class A shares;
- twelve thousand five hundred (12,500) class B shares;
- twelve thousand five hundred (12,500) class C shares;
- twelve thousand five hundred (12,500) class D shares;
- twelve thousand five hundred (12,500) class E shares;
- twelve thousand five hundred (12,500) class F shares;
- twelve thousand five hundred (12,500) class G shares;
- twelve thousand five hundred (12,500) class H shares; and
- twelve thousand five hundred (12,500) class I shares;

with a nominal value of one Euro (EUR 1) each, being one hundred and twelve thousand five hundred (112,500) new preference shares in total with a nominal value of one Euro (EUR 1) each.

Subscription and paying up

The one hundred and twelve thousand five hundred (112,500) new preference shares with a nominal value of one Euro (EUR 1) each together with a total share premium of two hundred and twenty-five million three hundred and eighty-seven thousand five hundred Euro (EUR 225,387,500) have been subscribed as follows:

EQT Infrastructure II GP B.V., prenamed, acting as general partner of EQT Infrastructure II Limited Partnership, prenamed, has subscribed to:

- twelve thousand five hundred (12,500) class A shares;
- twelve thousand five hundred (12,500) class B shares;
- twelve thousand five hundred (12,500) class C shares;
- twelve thousand five hundred (12,500) class D shares;
- twelve thousand five hundred (12,500) class E shares;
- twelve thousand five hundred (12,500) class F shares;
- twelve thousand five hundred (12,500) class G shares;
- twelve thousand five hundred (12,500) class H shares; and
- twelve thousand five hundred (12,500) class I shares.

Such new shares are paid up by way of a contribution in cash for an aggregate amount of two hundred and twenty-five million five hundred thousand Euro (EUR 225,500,000) (the "Contribution in Cash").

Evidence of the aforementioned Contribution in Cash has been given to the Company.

The Contribution in Cash for a total amount of two hundred and twenty-five million five hundred thousand Euro (EUR 225,500,000) out of which:

- one hundred and twelve thousand five hundred Euro (EUR 112,500) shall be allocated to the corporate capital of the Company; and
- two hundred and twenty-five million three hundred and eighty-seven thousand five hundred Euro (EUR 225,387,500) shall be allocated to the share premium account attached to the preference shares.

Third resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the sole shareholder resolves to amend the entire article 6 of the Articles of the Company, which shall now read as follows:

" Art. 6. Capital.

6.1. The corporate capital of the Company is fixed at one hundred and twenty-five thousand Euro (EUR 125,000) represented by one hundred and twenty-five thousand (125,000) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each, fully paid up, and divided into:

- (i) twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares (the "Ordinary Shares");
- (ii) twelve thousand five hundred (12,500) class A shares (the "Class A Shares");
- (iii) twelve thousand five hundred (12,500) class B shares (the "Class B Shares");
- (iv) twelve thousand five hundred (12,500) class C shares (the "Class C Shares");
- (v) twelve thousand five hundred (12,500) class D shares (the "Class D Shares");

- (vi) twelve thousand five hundred (12,500) class E shares (the “Class E Shares”);
- (vii) twelve thousand five hundred (12,500) class F shares (the “Class F Shares”);
- (viii) twelve thousand five hundred (12,500) class G shares (the “Class G Shares”);
- (ix) twelve thousand five hundred (12,500) class H shares (the “Class H Shares”); and
- (x) twelve thousand five hundred (12,500) class I shares (the “Class I Shares”).

The Shares are in registered form only.

The Class A Shares to Class I Shares are hereinafter referred to as the “Preference Shares”. The Ordinary Shares and/or the Préférence Shares are referred to as the “Shares” and “Share” shall be construed accordingly.

The holders of the Shares are together referred to as the “Shareholders” and individually a “Shareholder”.

Each class of Shares will have the same rights, save as otherwise provided in the present Articles. Each Share is entitled to one (1) vote at any general meeting of Shareholder(s).

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the Shareholder(s) adopted in the manner required for amendment of these Articles.

The capital of the Company may be reduced through the cancellation of one or more entire classes of Preference Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such class(es).

In the event that the Company shall proceed to a reduction of share capital through the repurchase of a class of Preference Shares, a notice setting forth the date of the repurchase and cancellation and the Cancellation Amount shall be given by or on behalf of the Company not less than seven (7) days before the date of the repurchase and cancellation, to the Shareholder (s) at such Shareholder(s) address as the Company shall have received notice thereof, provided however, that neither a failure to give such notice nor any defect therein shall affect the validity of the proceeding for the repurchase and cancellation.

A reduction of share capital through the repurchase of a class of Preference Shares may only be made within the respective Class Periods.

The period for the Class A Shares is the period starting on the date of incorporation of the Company and ending no later than on 31 December 2015 (the “Class A Period”).

The period for the Class B Shares is the period starting on the day after the Class A Period and ending no later than on 31 December 2016 (the “Class B Period”).

The period for the Class C Shares is the period starting on the day after the Class B Period and ending no later than on 31 December 2017 (the “Class C Period”).

The period for the Class D Shares is the period starting on the day after the Class C Period and ending no later than on 31 December 2018 (the “Class D Period”).

The period for the Class E Shares is the period starting on the day after the Class D Period and ending no later than on 31 December 2019 (the “Class E Period”).

The period for the Class F Shares is the period starting on the day after the Class E Period and ending no later than on 31 December 2020 (the “Class F Period”).

The period for the Class G Shares is the period starting on the day after the Class F Period and ending no later than on 31 December 2021 (the “Class G Period”).

The period for the Class H Shares is the period starting on the day after the Class G Period and ending no later than on 31 December 2022 (the “Class H Period”).

The period for the Class I Shares is the period starting on the day after the Class H Period and ending no later than on 31 December 2023 (the “Class I Period”).

Where a class of Preference Shares has not been repurchased and cancelled within the relevant Class Period, the redemption and cancellation of such class(es) of Preference Shares can be made during a new period (the “New Period”) which shall start on the date after the last Class Period (or as the case may be, the date after the end of the immediately preceding New Period of another class) and end no later than one year after the start date of such New Period. The first New Period shall start on the day after the Class I Period and the classes of Preference Shares not repurchased and not cancelled in their respective Class Period shall come in the order from class A to class I (to the extent not previously repurchased and cancelled).

For the avoidance of doubt, in the event that a repurchase and cancellation of a class of Preference Shares shall take place prior to the last day of its respective Class Period (or as the case may be, New Period), the following Class Period (or as the case may be, New Period) shall start on the day after the repurchase and cancellation of such class of Preference Shares and shall continue to end on the day such as initially defined in the Articles above.

Upon the repurchase and cancellation of the entire relevant class(es), the Cancellation Amount will become due and payable by the Company to the Shareholder(s) pro-rata to their holding in such class(es). For the avoidance of doubt the Company may discharge its payment obligation in cash, in kind or by way of set-off.

The Cancellation Amount mentioned in the paragraph above to be retained shall be determined by the Sole Manager or, in case of plurality of managers the Board of Managers (as both terms defined below) in its reasonable discretion and within

the best corporate interest of the Company. For the avoidance of doubt, the Sole Manager or, in case of plurality the Board of Managers can choose at his (its) sole discretion to include or exclude in its determination of the Cancellation Amount the freely distributable reserves attached to the Preference Shares either in part or in totality.

For the purposes of these Articles, the following capitalised terms shall have the following meanings:

- “Available Amount” shall mean the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) increased by (i) any freely distributable reserves attached to the Preference Shares and (ii) as the case may be, by the amount of the capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Preference Shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) expressed as a positive, (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of Law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting), (iii) any dividends to which is(are) entitled the holder(s) of the Ordinary Shares pursuant to the Articles and (iv) any Profit Entitlement so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + OD + PE)$$

Whereby:

AA = Available Amount.

NP = net profits (including carried forward profits).

P = any freely distributable reserves attached to the Preference Shares.

CR = the amount of the capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Preference Shares to be cancelled.

L = losses (including carried forward losses) expressed as a positive.

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of Law or of the Articles.

OD = any dividends to which is(are) entitled the holder(s) of the Ordinary Shares pursuant to the Articles.

PE = Profit Entitlement.

The Available Amount must be set out in the Interim Accounts of the respective Class Period and shall be assessed by the Sole Manager or, in case of plurality of managers the Board of Managers of the Company in good faith and with the view to the Company's ability to continue as a going concern.

- “Available Liquidities” shall mean (i) all the cash held by the Company (except for cash on term deposits with a remaining maturity exceeding six (6) months), (ii) any readily marketable money market instruments, bonds and notes and any receivable which in the opinion of the Sole Manager or, in case of plurality of managers the Board of Managers will be paid to the Company in the short term less any indebtedness or other debt of the Company payable in less than six (6) months determined on the basis of the Interim Accounts relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) and (iii) any assets such as shares, stock or securities of other kind held by the Company.

- “Cancellation Amount” shall mean an amount not exceeding the Available Amount relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) provided that such Cancellation Amount cannot be higher than the Available Liquidities relating to the relevant Class Period (or New Period).

- “Class Period” shall mean each of the Class A Period, the Class B Period, the Class C Period, the Class D Period, the Class E Period, the Class F Period, the Class G Period, the Class H Period and the Class I Period.

- “Interim Accounts” shall mean the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

- “Interim Account Date” shall mean the date not earlier than thirty (30) days but not later than ten (10) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of Preference Shares.

- “Profit Entitlement” shall mean the preferred dividends of the Preference Shares.

6.2. In addition to the corporate capital, there may be set up premium accounts into which any premium paid on any Share is transferred. Thus, any amount of share premium paid into the Company on any Preference Shares shall be allocated to a premium account attached to such Preference Shares. Similarly, any amount of share premium paid into the Company on any Ordinary Shares shall be allocated to a premium account attached to such Ordinary Shares.

6.3. The share premium shall be distributed upon a decision of the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers. The amount of share premium allocated to a premium account attached to the Preference Shares shall be exclusively distributed to the holders of the Preference Shares. The amount of share premium allocated to a premium account attached to the Ordinary Shares shall be exclusively distributed to the holders of Ordinary Shares.

6.4. Unless provided otherwise in the Articles, the Shares will have equal rights.”

Fourth resolution

The sole shareholder resolves to insert a new article 16.3 in the Articles of the Company, which shall read as follows:

“ **16.3.** The dividends declared may be paid in any currency selected by the Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers and may be paid at such places and times as may be determined by the Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers. The Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers may make a final determination of the exchange rate applicable to translate dividend funds into the currency of their payment. A dividend declared but not paid on a Share during five (5) years cannot thereafter be claimed by the holder of such Share, shall be

forfeited by the holder of such Share, and shall revert to the Company. No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of Shares.

In the event of a dividend declaration, such dividend shall be allocated and paid in the following order:

16.3.1. the holder(s) of the Ordinary Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.01% of the nominal value of the Ordinary Shares;

16.3.2. the holder(s) of the Class A Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.20% of the nominal value of the Class A Shares;

16.3.3. the holder(s) of the Class B Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.25% of the nominal value of the Class B Shares;

16.3.4. the holder(s) of the Class C Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.30% of the nominal value of the Class C Shares;

16.3.5. the holder(s) of the Class D Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.35% of the nominal value of the Class D Shares;

16.3.6. the holder(s) of the Class E Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.40% of the nominal value of the Class E Shares;

16.3.7. the holder(s) of the Class F Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.45% of the nominal value of the Class F Shares;

16.3.8. the holder(s) of the Class G Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.50% of the nominal value of the Class G Shares;

16.3.9. the holder(s) of the Class H Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.55% of the nominal value of the Class H Shares;

16.3.10. the holder(s) of the Class I Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.60% of the nominal value of the Class I Shares;

16.3.11. the balance shall be allocated to the holder(s) of the Preference Shares pursuant to a decision taken by the general meeting of Shareholders.”

Fifth resolution

The sole shareholder resolves to amend article 17.4 of the Articles of the Company, which shall now read as follows:

“ 17.4. The surplus after payment of all charges, debts, expenses which are a result of liquidation, will be used to reimburse the contribution made by the Shareholders on the Shares of the Company. The final surplus will be distributed to the Shareholders in conformity with and so as to achieve on aggregate basis the same economic result as the distribution rules set forth in article 16.3 of the present Articles.”

Sixth resolution

The sole shareholder resolves that from the share premium account attached to the preference shares in the amount of two hundred and twenty-five million three hundred and eighty-seven thousand five hundred Euro (EUR 225,387,500), an amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) shall be allocated to the legal reserve of the Company. After such allocation to the legal reserve of the Company, the amount of the share premium account attached to the preference shares shall be equal to two hundred and twenty-five million three hundred and seventy-five thousand Euro (EUR 225,375,000).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Pétange, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the undersigned notary, by name, last name, civil status and residence, the said representative of the appearing party signed together with us, the notary, the present deed.

Follows the french translation

L'an deux mille quinze, le douze mai,

Par devant Maître Jacques KESSELER, notaire de résidence à Pétange,

A COMPARU:

EQT Infrastructure II GP B.V., une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) constituée selon les lois des Pays-Bas, ayant son siège officiel à Amsterdam, Pays Bas et son adresse administrative au 355 Schiphol Boulevard, H-Tower, 4th floor, 1118 BJ Schiphol, Pays-Bas et immatriculée au registre commercial de la Chambre de Commerce sous le numéro 54468701, agissant en sa qualité d'associé commandité (general partner) de EQT

Infrastructure II Limited Partnership, une société en commandite (limited partnership) constituée selon les lois d'Angleterre et du Pays de Galles, ayant son siège social au 355, Schiphol Boulevard, H-Tower, 4th Floor, 1118 BJ Schiphol, Pays-Bas et immatriculée auprès du Registre de Commerce d'Angleterre et du Pays de Galles (Companies House) sous le numéro LP014908,

représentée par Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée, résidant à Schouweiler, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 12 mai 2015.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Qui a déclaré et demandé au notaire d'acter:

1) Que «EQT Infrastructure II GP B.V.», prénommée, agissant en sa qualité d'associé commandité (general partner) de EQT Infrastructure II Limited Partnership, prénommée, est l'associé unique de Tide Infrastructure I S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 196.240 et constituée suivant acte reçu par Maître Blanche MOU TRIER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 17 avril 2015 non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la «Société»). Les statuts de la Société (les «Statuts») n'ont dès lors pas été modifiés depuis.

2) Que le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales, ayant une valeur nominale de un euro (1 EUR) chacune.

3) Ceci ayant été exposé, l'associé unique prénommé représentant l'intégralité du capital social de la Société a décidé de tenir une assemblée générale extraordinaire et de prendre les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de convertir les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de la Société en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires de la Société ayant une valeur nominale de un euro (1 EUR) chacune.

Deuxième résolution

L'associé unique décide de créer neuf (9) nouvelles catégories de parts sociales préférentielles de la Société, à savoir les parts sociales de catégorie A, B, C, D, E, F, G, H, et I, chaque part sociale ayant une valeur nominale de un euro (1 EUR) et d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cent douze mille cinq cents euros (112.500 EUR) afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) à cent vingt-cinq mille euros (125.000 EUR) par la création et l'émission de:

- douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie A;
- douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie B;
- douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie C;
- douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie D;
- douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie E;
- douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie F;
- douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie G;
- douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie H; et
- douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie I;

d'une valeur nominale de un euro (1 EUR) chacune, soit cent douze mille cinq cents (112.500) nouvelles parts sociales préférentielles au total, d'une valeur nominale de un euro (1 EUR) chacune.

Souscription et paiement

Les cent douze mille cinq cents (112.500) nouvelles parts sociales préférentielles d'une valeur nominale de un euro (1 EUR) chacune, ensemble avec une prime d'émission totale de deux cent vingt-cinq millions trois cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (225.387.500 EUR) ont été souscrites comme suit:

EQT Infrastructure II GP B.V., prénommée, agissant en sa qualité d'associé commandité (général partner) de EQT Infrastructure II Limited Partnership, prénommée, a souscrit à:

- douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie A;
- douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie B;
- douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie C;
- douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie D;
- douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie E;
- douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie F;
- douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie G;
- douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie H; et

- douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie I.

Ces nouvelles parts sociales sont libérées par un apport en numéraire d'un montant total de deux cent vingt-cinq millions cinq cent mille euros (225.500.000 EUR) (l'«Apport en Numéraire»).

La preuve de l'Apport en Numéraire susmentionné a été rapportée à la Société.

L'Apport en Numéraire pour un montant total de deux cent vingt-cinq millions cinq cent mille euros (225.500.000 EUR) dont:

- cent douze mille cinq cents euros (112.500 EUR) seront attribuées au capital social de la Société; et

- deux cent vingt-cinq millions trois cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (225.387.500 EUR) seront attribuées au compte de prime d'émission attaché aux parts sociales préférentielles.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'associé unique décide de modifier l'article 6 des Statuts de la Société dans son intégralité pour lui donner la teneur suivante:

« Art. 6. Capital social.

6.1 Le capital social de la Société est fixé à cent vingt-cinq mille euros (125.000 EUR) représenté par cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales d'une valeur nominale de un euro (1 EUR) chacune, entièrement libéré et divisé en:

(i) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires (les «Parts Sociales Ordinaires»);

(ii) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie A (les «Parts Sociales de Catégorie A»);

(iii) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie B (les «Parts Sociales de Catégorie B»);

(iv) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie C (les «Parts Sociales de Catégorie C»);

(v) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie D (les «Parts Sociales de Catégorie D»);

(vi) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie E (les «Parts Sociales de Catégorie E»);

(vii) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie F (les «Parts Sociales de Catégorie F»);

(viii) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie G (les «Parts Sociales de Catégorie G»);

(ix) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie H (les «Parts Sociales de Catégorie H»); et

(x) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de catégorie I (les «Parts Sociales de Catégorie I»).

Les Parts Sociales sont uniquement sous forme nominative.

Les Parts Sociales de la Catégorie A à la Catégorie I sont ci-après dénommées les «Parts Sociales Préférentielles». Les Parts Sociales Ordinaires et/ou les Parts Sociales Préférentielles sont dénommées ci-après comme les «Parts Sociales» et «Part Sociale» doit être interprété en conséquence.

Les détenteurs de Parts Sociales sont dénommés ensemble, les «Associés» et individuellement un «Associé».

Chaque catégorie de Parts Sociales aura les mêmes droits, sauf dispositions contraires dans les présents Statuts. Chaque Part Sociale donne droit à un (1) vote à l'assemblée générale de(des) l'Associé(s).

Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution du (des) Associés(s) adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Le capital social de la Société peut être réduit par l'annulation d'une ou plusieurs catégories entières de Parts Sociales Préférentielles par le rachat et l'annulation de toutes les Parts Sociales émises dans cette (ces) catégorie(s).

Dans le cas où la Société procède à une réduction de capital par le rachat d'une catégorie de Parts Sociales Préférentielles, un avis énonçant la date du rachat et de l'annulation ainsi que le Montant d'Annulation doit être donné par ou pour le compte de la Société au moins sept (7) jours avant la date du rachat et de l'annulation à (aux) l'Associé(s) à l'adresse de (des) l'Associé(s) qui aura été notifiée à la Société, sous réserve toutefois que ni l'omission de donner un tel avis, ni un quelconque défaut de celui-ci n'affecte la validité de la procédure pour le rachat et l'annulation.

Une réduction de capital par le rachat d'une catégorie de Parts Sociales Préférentielles ne peut être faite que pendant les Périodes de Catégorie respectives.

La période pour les Parts Sociales de Catégorie A est la période commençant à la date de constitution de la Société et se terminant au plus tard le 31 décembre 2015 (la «Période de Catégorie A»).

La période pour les Parts Sociales de Catégorie B est la période commençant le jour suivant la Période de Catégorie A et se terminant au plus tard le 31 décembre 2016 (la «Période de Catégorie B»).

La période pour les Parts Sociales de Catégorie C est la période commençant le jour suivant la Période de Catégorie B et se terminant au plus tard le 31 décembre 2017 (la «Période de Catégorie C»).

La période pour les Parts Sociales de Catégorie D est la période commençant le jour suivant la Période de Catégorie C et se terminant au plus tard le 31 décembre 2018 (la «Période de Catégorie D»).

La période pour les Parts Sociales de Catégorie E est la période commençant le jour suivant la Période de Catégorie D et se terminant au plus tard le 31 décembre 2019 (la «Période de Catégorie E»).

La période pour les Parts Sociales de Catégorie F est la période commençant le jour suivant la Période de Catégorie E et se terminant au plus tard le 31 décembre 2020 (la «Période de Catégorie F»).

La période pour les Parts Sociales de Catégorie G est la période commençant le jour suivant la Période de Catégorie F et se terminant au plus tard le 31 décembre 2021 (la “Période de Catégorie G”).

La période pour les Parts Sociales de Catégorie H est la période commençant le jour suivant la Période de Catégorie G et se terminant au plus tard le 31 décembre 2022 (la “Période de Catégorie H”).

La période pour les Parts Sociales de Catégorie I est la période commençant le jour suivant la Période de Catégorie H et se terminant au plus tard le 31 décembre 2023 (la “Période de Catégorie I”).

Dans le cas où une catégorie de Parts Sociales Préférentielles n'a pas été rachetée et annulée pendant la Période de Catégorie concernée, le rachat et l'annulation de cette (ces) catégorie(s) de Parts Sociales Préférentielles peut/peuvent être fait(s) pendant une nouvelle période (la “Nouvelle Période”) qui débutera à la date suivant la dernière Période de Catégorie (ou, le cas échéant, la date après la fin de la Nouvelle Période immédiatement précédente d'une autre catégorie) et se terminera pas plus tard qu'un an après la date de début de ladite Nouvelle Période. La première Nouvelle Période débutera le jour suivant la Période de Catégorie I et les catégories de Parts Sociales Préférentielles non rachetées et non annulées pendant leur Période de Catégorie respective viendront dans l'ordre de la catégorie A à la catégorie I (dans la mesure où elles n'ont pas été rachetées et annulées antérieurement).

Pour éviter tout doute, dans le cas où un rachat et une annulation d'une catégorie de Parts Sociales Préférentielles doit avoir lieu avant le dernier jour de sa Période de Catégorie respective (ou le cas échéant, la Nouvelle Période), la Période de Catégorie suivante (ou le cas échéant, la Nouvelle Période) doit commencer le jour après le rachat et l'annulation de cette catégorie de Parts Sociales Préférentielles et continuera pour se terminer au jour tel que défini initialement dans les Statuts ci-dessus.

Au moment du rachat et de l'annulation de la (des) catégorie(s) entière(s) concernée(s), le Montant d'Annulation deviendra exigible et payable par la Société à(aux) l'Associé(s) au prorata de leur participation dans cette (ces) catégorie(s). Pour éviter tout doute, la Société peut s'acquitter de son obligation de paiement, en espèces, en nature ou par voie de compensation.

Le Montant d'Annulation mentionné à l'alinéa ci-dessus, à retenir, sera déterminé par le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance (tels que définis ci-après) à sa raisonnable discrétion et dans le meilleur intérêt social de la Société. Pour éviter tout doute, le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, peut choisir à sa seule discrétion d'inclure ou d'exclure dans sa détermination du Montant d'Annulation tout ou partie des réserves librement distribuables attachées aux Parts Sociales Préférentielles.

Pour les besoins de ces Statuts, les termes en majuscule ci-dessous ont la signification suivante:

- “Montant Disponible” signifie le montant total des bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés), augmenté de (i) toutes réserves librement distribuables attachées aux Parts Sociales Préférentielles et (ii) le cas échéant, du montant de la réduction de capital et de la réduction de réserve légale relatives aux catégories des Parts Sociales Préférentielles devant être annulées, celui-ci réduit par (i) toutes pertes (y compris les pertes reportées) exprimées comme étant positives et (ii) toutes sommes à affecter à la(aux) réserve(s) en vertu des exigences de la Loi ou des Statuts, chaque fois tel que figurant dans les Comptes Intérimaires concernés (pour éviter tout doute, sans double comptage), (iii) tous dividendes auxquels a(ont) droit le(les) détenteur(s) de Parts Sociales Ordinaires et (iv) tout Droit au Bénéfice de telle sorte que:

$$MD = (BN+B+RC) - (P+RL+DO+DB)$$

Sachant que:

MD = Montant Disponible.

BN = bénéfices nets (y compris les bénéfices reportés).

B = toutes réserves librement distribuables attachées aux Parts Sociales Préférentielles.

RC = le montant de la réduction de capital et de la réduction de la réserve légale relatives aux catégories des Parts Sociales Préférentielles devant être annulée.

P = pertes (y compris les pertes reportées), exprimées comme étant positives.

RL = toutes sommes à affecter dans une (des) réserve(s) conformément à la Loi et aux Statuts.

DO = tous dividendes auxquels a(ont) droit le(s) détenteur(s) des Parts Sociales Ordinaires conformément aux Statuts.

DB = Droit au Bénéfice.

Le Montant Disponible doit être indiqué dans les Comptes Intérimaires (tels que définis ci-dessous) de la Période de Catégorie correspondante et sera évalué par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance de la Société, de bonne foi et en prenant en compte la possibilité de la Société de continuer ses activités.

- “Liquidités Disponibles” désigne (i) toutes les espèces détenues par la Société (sauf les dépôts à terme en espèces avec une échéance supérieure à six (6) mois), (ii) tous les instruments du marché monétaire immédiatement négociables, obligations et billets et toute créance qui, de l'avis du Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance, seront versés à la Société à court terme, moins les endettements ou autres dettes de la Société payables dans moins de six (6) mois déterminées sur base des Comptes Intérimaires relatifs à la Période de Catégorie concernée (ou Nouvelle Période, le cas échéant) et (iii) tous les actifs tels que les actions, titres ou valeurs mobilières de toute sorte détenus par la Société.

- "Montant d'Annulation" désigne un montant n'excédant pas les Liquidités Disponibles en rapport avec la Période de Catégorie concernée (ou la Nouvelle Période, le cas échéant) à condition que le Montant d'Annulation ne soit pas supérieur aux Liquidités Disponibles relatives à la Période de Catégorie concernée (ou à la Nouvelle Période).

- "Période de Catégorie" désigne chacune des périodes suivantes: Période de Catégorie A, Période de Catégorie B, Période de Catégorie C, Période de Catégorie D, Période de Catégorie E, Période de Catégorie F, Période de Catégorie G, Période de Catégorie H et Période de Catégorie I.

- "Comptes Intérimaires" signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires.

- "Date des Comptes Intérimaires" signifie la date au plus tôt trente (30) jours, mais au plus tard dix (10) jours avant la date de rachat et d'annulation de la catégorie des Parts Sociales Préférentielles concernée.

- "Droit au Bénéfice" signifie les dividendes préférentiels des Parts Sociales Préférentielles.

6.2 En plus du capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Ainsi, tout montant de prime d'émission versé à la Société pour toutes Parts Sociales Préférentielles sera alloué à un compte de prime d'émission attaché à ces Parts Sociales Préférentielles. De même, tout montant de prime d'émission versé à la Société pour toutes Parts Sociales Ordinaires sera alloué à un compte de prime d'émission attaché à ces Parts Sociales Ordinaires.

6.3 La prime d'émission sera distribuée sur décision du Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance. Le montant de la prime d'émission attachée aux Parts Sociales Préférentielles sera distribué exclusivement aux détenteurs des Parts Sociales Préférentielles. Le montant de la prime d'émission attachée aux Parts Sociales Ordinaires sera distribué exclusivement aux détenteurs des Parts Sociales Ordinaires.

6.4 Sauf disposition contraire des Statuts, les Parts Sociales confèrent les mêmes droits.»

Quatrième résolution

L'associé unique décide d'insérer un nouvel article 16.3 dans les Statuts de la Société qui aura la teneur suivante:

« **16.3.** Les dividendes déclarés peuvent être payés dans toute devise déterminée par le Gérant Unique ou, le cas échéant, par le Conseil de Gérance et peuvent être payés aux lieux et heures tel que déterminés par le Gérant Unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance. Le Gérant Unique, ou le cas échéant le Conseil de Gérance peut recourir à une détermination finale du taux de change applicable à la devise utilisée pour convertir les fonds de dividende dans la devise de paiement. Un dividende déclaré mais impayé sur une Part Sociale pendant une durée de cinq (5) ans ne pourra plus être réclamé par le détenteur de cette Part Sociale, sera perdu pour le détenteur de cette Part Sociale et reviendra à la Société. Aucun intérêt ne sera payé sur des dividendes déclarés et non réclamés qui sont détenus par la Société pour le compte de détenteurs de Parts Sociales.

Dans le cas d'une déclaration de dividendes, ces dividendes devront être alloués et payés dans l'ordre suivant:

16.3.1 le(s) détenteur(s) des Parts Sociales Ordinaires aura(auront) droit à un dividende égal à 0,01% de la valeur nominale des Parts Sociales Ordinaires;

16.3.2 le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie A aura(auront) droit à un dividende égal à 0,20 % de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie A;

16.3.3 le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie B aura(auront) droit à un dividende égal à 0,25 % de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie B;

16.3.4 le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie C aura(auront) droit à un dividende égal à 0,30 % de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie C;

16.3.5 le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie D aura(auront) droit à un dividende égal à 0,35 % de la valeur nominale des parts sociales de Catégorie D;

16.3.6 le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie E aura(auront) droit à un dividende égal à 0,40 % de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie E;

16.3.7 le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie F aura(auront) droit à un dividende égal à 0,45 % de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie F;

16.3.8 le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie G aura(auront) droit à un dividende égal à 0,50 % de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie G;

16.3.9 le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie H aura(auront) droit à un dividende égal à 0,55 % de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie H;

16.3.10 le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de catégorie I aura(auront) droit à un dividende égal à 0,60 % de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie I;

16.3.11 le solde sera alloué au(x) détenteur(s) des Parts Sociales Préférentielles en vertu d'une décision devant être prise par l'assemblée générale des Associés.»

Cinquième résolution

L'associé unique décide de modifier l'article 17.4 des Statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« 17.4. Le surplus après paiement des charges, dettes, dépenses qui résultent de la liquidation sera utilisé pour rembourser l'apport fait par les Associés sur les Parts Sociales de la Société. Le surplus final sera distribué aux Associés conformément aux et afin d'atteindre sur une base totale le même résultat économique que celui atteint par les règles de distribution établies à l'article 16.3 des présents Statuts.»

Sixième résolution

L'associé unique décide que du compte de prime d'émission attaché aux parts sociales préférentielles d'un montant de deux cent vingt-cinq millions trois cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (225.387.500 EUR), la somme de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) sera attribuée à la réserve légale de la Société. Après une telle allocation à la réserve légale de la Société, le montant du compte de prime d'émission attaché aux parts sociales préférentielles sera égal à deux cent vingt-cinq millions trois cent soixante-quinze mille euros (225.375.000 EUR).

Déclaration

Le notaire instrumentaire, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, en cas de divergence entre le texte français et anglais, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, qui est connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom, état civil et résidence, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 15 mai 2015. Relation: EAC/2015/10893. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015074202/499.

(150084503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2015.

Panther Capital Holdings I Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 196.889.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the seventh day of May.

Before Maître Marc LOESCH, notary residing at Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

PANTHER CAPITAL I L.P., an exempted limited partnership incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Uglan House, KY1-1104, Grand Cayman, Cayman Islands registered with the Cayman Island Register under number 81563 and acting by its General Partner, Panther Capital I (GP) Ltd, an exempted company incorporated under the laws of the Cayman Islands,

here represented by Mr Frank Stolz-Page, private employee, residing professionally in Mondorf-les-Bains, by virtue of a power of attorney under private seal, given on 29 April 2015.

The power of attorney, after signature "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Panther Capital Holdings I Luxembourg S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Corporate object. The object of the Company is the acquisition, holding, management and disposal of participations and any interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, enterprises or investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes, certificates of deposits and any other securities or financial instruments of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The Company may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise and may invest in any way and in any type of assets. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds, notes and debentures or any kind of debt or equity securities.

The Company may lend funds including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind, to its subsidiaries, affiliated companies or any other company or entity as it deems fit.

The Company may give guarantees and grant securities to any third party for its own obligations and undertakings as well as for the obligations of any company or other enterprise in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity as it deems fit and generally for its own benefit or such entities' benefit.

In a general fashion it may grant assistance in any way to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity as it deems fit, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to or with respect to any of its investments for the purposes of efficient management, including without limitation techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered office. The Company has its registered office in the City of Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances;

such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share Capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) divided into one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares with a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders.

Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent of the Company's capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person.

Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation).

In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by e-mail pdf or facsimile or any other similar means of communication.

The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions and meeting minutes, including circular resolutions, may be conclusively signed and/or certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of any manager, regardless of class, if any.

In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager or as the case may be the board of managers by any one manager, regardless of class, if any.

Art. 8. Liability Managers. The Manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) Against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder Meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the Articles of Incorporation are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Subscription - Payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, Panther Capital I L.P., (the "Sole Shareholder"), represented as stated above, has subscribed and entirely paid up in cash the one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares, each with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01), for a total subscription price of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500). Evidence of the payment of the subscription price of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) has been given to the undersigned notary.

Transitory disposition

The first accounting year of the Company shall begin on the day of the incorporation of the Company and shall end on 31st December 2015.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand four hundred Euro (EUR 1,400,-).

Extraordinary decision of the sole shareholder

The Sole Shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

2. The following persons are appointed managers of the Company for an unlimited period of time subject to the articles of association of the Company:

- Mr Cedric Bradfer, born on 2 August 1978, in Chambéry, France, with professional address at 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, and

- Mr Alessandro Maiocchi, born on 1st October 1974 in Venice, Italy, with professional address at 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

WHEREOF, the present deed is drawn up in Mondorf-les-Bains, at the office of the undersigned notary, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing party, who is known to the notary by its surname, first name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le sept mai.

Par devant Maître Marc LOESCH, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Panther Capital I L.P. an exempted limited partnership constituée selon les lois des Isles Caïmans, dont le siège social se situe au Uglan House, KY1-1104, Grand Cayman, Isles Caïman et enregistré auprès du Registre des Sociétés des Isles Caïman sous le numéro 81563, représenté par son General Partner, Panther Capital I (GP) Ltd, an exempted company constituée selon les lois des Isles Caïmans,

ici représentée par Monsieur Frank Stolz-Page, employé privé, demeurant professionnellement à Mondorf-les-Bains, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée le 29 avril 2015.

Après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, ladite procuration restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé par la comparante et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Panther Capital Holdings I Luxembourg S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est l'acquisition, la détention, la gérance et la disposition de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou dans toutes autre entités, entreprises ou investissements, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que la cession par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, notes, certificats de dépôt et autres valeurs mobilières ou instruments financiers de toute espèce, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La Société peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise et peut investir de quelque manière que ce soit dans tous types d'avoirs. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations, de notes et de certificats de créance ou toute sorte de valeur mobilière.

La Société peut prêter des fonds, y compris sans limitation ceux résultant de tous emprunts de la Société ou de l'émission de tout titres de toute sorte, à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée.

La Société peut donner des garanties et accorder des sûretés à tout tiers pour ses propres obligations et engagements ainsi que pour les obligations de toute société ou autre entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel la Société appartient ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée et généralement pour son propre bénéfice ou pour le bénéfice de cette entité.

D'une manière générale elle peut prêter assistance à toute société ou entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société ou toute autre société ou entreprise que la Société juge appropriée, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

La Société peut généralement employer toute technique et tout instrument en relation avec un quelconque de ses investissements dans le but d'une gestion efficace, y compris sans limitation des techniques et des instruments destinés à protéger la Société contre les risques de crédit, de taux de change, taux d'intérêt et tout autre risque.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des statuts.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg ou à l'étranger.

Au cas où le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'auraient aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, demeurerait une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance.

Art. 5. Capital social. Le capital social émis de la société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) divisé en un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro cent (0,01 EUR) chacune.

Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptée de la manière requise pour la modification des présents statuts et la Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales en vertu d'une décision de ses associés.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

Art. 6. Transfert de parts sociales. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, les parts sociales ne peuvent être cédées à des non associés que moyennant l'agrément donné par au moins soixante-quinze pourcent du capital social de la Société.

Art. 7. Gérance de la Société. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motifs (ad nutum) et à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les uns les autres et de communiquer les uns avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, par câble, télégramme, télex, e-mail ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de deux classes différentes, à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B.

Une telle classification de gérants doit être dûment enregistrée dans le procès-verbal de la réunion concernée et les gérants doivent être identifiés en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation). Dans le cas toutefois où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), toutes les résolutions du conseil de gérance ne pourront être valablement prises que si elles sont approuvées par la majorité des gérants comprenant au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B (qui peuvent être représentés).

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par e-mail, pdf ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution. Les résolutions des gérants et les procès-verbaux des réunions, y compris celles prises par voie circulaire, seront signées et/ou certifiées comme faisant foi et un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

La Société sera engagée par la signature du gérant unique en cas d'un seul gérant, et dans le cas d'un conseil de gérance, par la signature unique de tout gérant, nonobstant leur classe, le cas échéant.

Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le gérant unique ou le cas échéant par le conseil de gérance par l'un des gérants, nonobstant leur classe, le cas échéant.

Art. 8. Responsabilité des gérants. Les Gérant(s) ne sont pas personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

Sous réserve des exceptions et limitations énumérées ci-dessous, toute personne qui est, ou qui a été gérant, dirigeant ou responsable représentant de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle en rapport avec toute demande, action, plainte ou procédure dans laquelle elle est impliquée à raison de son mandat présent ou passé de gérant, dirigeant ou responsable représentant et pour les sommes payées ou contractées par elle dans le cadre de leur règlement. Les mots «demande», «action», «plainte» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, plaintes ou procédures (civiles ou criminelles, y compris le cas échéant toute procédure d'appel) actuelles ou prévisibles et les mots «responsabilité» et «dépenses» devront comprendre, sans limitation, les honoraires d'avocats, frais, jugements et montants payés en règlement et autres responsabilités.

Aucune indemnité ne sera versée à tout gérant, dirigeant ou responsable représentant:

(i) En cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'accomplissement des devoirs découlant de la conduite de sa fonction;

(ii) Pour toute affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou

(iii) Dans le cas d'un compromis ou d'une transaction, à moins que le compromis ou la transaction en question n'ait été approuvé par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

Le droit à indemnisation prévu par les présentes, n'affectera aucun autre droit dont un gérant, dirigeant ou représentant peut bénéficier actuellement ou ultérieurement, il subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant, dirigeant ou représentant et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de telle personne. Les dispositions du présent article n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants, dirigeants ou représentants en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

Les dépenses en rapport avec la préparation et la représentation d'une défense à l'encontre de toute demande, action, plainte ou procédure de nature telle que décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du représentant ou du dirigeant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation conformément au présent article.

Art. 9. Droits de vote des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées des associés par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Assemblées des associés. Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où c'est permis par la loi) ou lors d'assemblées. Toute assemblée des associés de la Société valablement constituée ou toute résolution circulaire (le cas échéant) représentera l'intégralité des associés de la Société.

Les assemblées seront convoquées par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à leur adresse contenue dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date d'une telle assemblée. Si l'intégralité du capital social est représentée à une assemblée l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions circulaires, le texte de ces résolutions sera envoyé aux associés à leurs adresses inscrites dans le registre des associés tenu par la Société. Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction des réquisitions de majorité, à la date y précisée). Une résolution écrite unanime peut être passée à tout moment sans convocation préalable.

A moins que ce soit prévu autrement par la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants, sans considérer la portion du capital représenté. (ii) Cependant, des décisions concernant des modifications des Statuts seront prises par (x) une majorité des associés (y) représentant au moins trois-quarts du capital social émis et (iii) les décisions concernant le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant cent pour cent (100%) du capital social émis.

Art. 11. Année Sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 12. Comptes annuels. Chaque année, le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance établit les comptes annuels. Les comptes annuels sont disponibles au siège social pour tout associé de la Société.

Art. 13. Distributions. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire si cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes intérimaires sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves et prime distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Art. 14. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non et qui sont nommés par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 15. Associé Unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales de la Société entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 16. Loi Applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

En l'absence d'autres points sur lesquels des décisions doivent être prises, la décision de l'associé unique a été clôturée.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par la partie comparante, Panther Capital I L.P., (l'«Associé Unique»), représentée comme indiqué ci-dessus, a souscrit et intégralement libéré en espèces les un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales, d'une valeur nominale d'un euro cent (0,01 EUR) chacune, pour un prix total de souscription de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR). Preuve du paiement du prix de souscription de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) a été donnée au notaire instrumentant.

Disposition transitoire

La première année sociale commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2015.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société du fait de sa formation sont évaluées à environ mille quatre cents euros (EUR 1.400,-).

Décision extraordinaire de l'Associé Unique

Et aussitôt, l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au: 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée illimitée sous réserve des statuts de la Société:

- Monsieur Cedric Bradfer, né le 2 Aout 1978, à Chambéry, France, avec adresse professionnelle au 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, et

- Monsieur Alessandro Maiocchi, né le 1 Octobre 1974 à Vénice, Italie, avec adresse professionnelle au 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Mondorf-les-Bains, à l'étude du notaire soussigné, date qu'entête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire de la comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'un version française, et qu'à la demande du même mandataire, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante ci-avant, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: F. Stolz-Page, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 8 mai 2015. GAC/2015/3983. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 18 mai 2015.

Référence de publication: 2015074769/415.

(150085329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Melf S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 62.934,11.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 170.915.

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth day of the month of March,
Before Maître Léonie GRETHEN, notary, residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg),

There appeared

the following (collectively hereinafter referred to as the "Shareholders"):

Marathon European Credit Opportunity Master Fund SPC-B (for an on behalf of its segregated portfolio B), a company incorporated under the laws of Cayman Islands, having its registered office at the offices of Citco Fund Services (Cayman Islands) Limited, 89 Nexus Way, 2nd Floor, Camana Bay, PO Box 31106, Grand Cayman KY1-1205, Cayman Islands, registered with the Register of Companies of Cayman Islands under the number 618866;

Marathon Centre Street Partnership, LP, a limited partnership governed by the laws of the state of Delaware (United States of America), with registered office at 2711 Centerville RD, Ste 400, Wilmington, Delaware 19808, registered with the Delaware Division of Corporations, acting by its general partner;

Corporate Debt Opportunities Fund LP, Grand Cayman, a limited partnership governed by the laws of Cayman Islands, with registered office at c/o Citco Fund Services (Cayman Islands) Limited, 89 Nexus Way, Camana Bay, P.O. Box 31106, Grand Cayman, KY1-1205, Cayman Islands, registered with the Trade and Companies Register of Cayman Islands, acting through its general partner;

KTRS Credit Fund LP, a limited partnership governed by the laws of the State of Delaware, United States of America, with registered office at 2711 Centerville RD, Ste 400, Wilmington, Delaware 19808, registered with the Trade and Companies Register of the State of Delaware, acting through its general partner;

Marathon Credit Dislocation Fund LP, a limited partnership governed by the laws of the State of Delaware (United States of America), with registered office at 2711 Centerville RD, Ste 400, Wilmington, Delaware 19808, registered with the Trade and Companies Register of the State of Delaware, acting through its general partner;

MV Credit Opportunity Fund LP, Wilmington (DE), a limited partnership governed by the laws of the State of Delaware, United States of America, with registered office at 2711 Centreville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, registered with the Trade and Companies Register of the State of Delaware, acting through its general partner;

Master SIF SICAV-SIF, a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 170.915;

Marathon Real Estate Managed Account (Q), LP, a limited partnership governed by the laws of Cayman Islands, with registered office at c/o Intertrust Fund Services (Cayman) Limited, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands, registered with the Trade and Companies Register of Cayman Islands acting through its general partner;

Marathon Real Estate Managed Account (S), LP, a limited partnership governed by the laws of Cayman Islands, with registered office at c/o Intertrust Fund Services (Cayman) Limited, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands, registered with the Trade and Companies Register of Cayman Islands, acting through its general partner;

Marathon European Credit Opportunity Master Fund II, Ltd., a corporation governed by the laws of Cayman Islands, with registered office at c/o Citco Fund Services (Cayman Islands) Limited, 89 Nexus Way, Camana Bay, P.O. Box 31106, Grand Cayman, KY1-1205, Cayman Islands, registered with the Trade and Companies Register of Cayman Islands;

Marathon European CRE Opportunity Fund, LP, a limited partnership governed by the laws of the State of Delaware (United States of America), with registered office at c/o Corporation Services Company, 2711 Centreville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, registered with the Trade and Companies Register of the State of Delaware, acting through its general partner;

Marathon Court Square, LP, a Limited Partnership governed by the laws of the State of Delaware (United States of America), with registered office at The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, registered with the Trade and Companies Register of the State of Delaware, acting through its general partner, Marathon Court Square, GP, LLC, a company with registered office at One Bryant Park, 38th Floor, New York 10036; and

Marathon Les Grandes Jorasses Master Fund SICAV-SIF, a public limited liability company (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 6, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg under number B 179.892.

The Shareholders were represented by Mr Mustafa NEZAR, lawyer, with professional address in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), by virtue of proxies given under private seal. The said proxies, after having been initialled and

signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, will be appended to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholders, represented as above stated, declares that they currently together hold all the shares of MELF S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organised under the laws of Luxembourg as a securitisation company (société de titrisation) within the meaning of the Act of 22 March 2004 on securitisation, as amended from time to time, incorporated by a deed enacted by Maître Léonie Grethen, notary residing in Luxembourg on 6 August 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 20 September 2012 number 2346, with registered office at 6, Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 170.915 (the "Company"). The Company's articles of association (the "Articles") have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary, on 23 December 2014, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 20 February 2015 number 470.

The Shareholders confirmed to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

1. To increase the Company's share capital by an amount of three thousand one hundred twenty-nine euros fifty-one euro cents (EUR 3,129.51) in order to raise it from its current amount of fifty-nine thousand eight hundred four euros sixty euro cents (EUR 59,804.60) to an amount of sixty-two thousand nine hundred thirty-four euros eleven euro cents (EUR 62,934.11) by the issue of an aggregate of three hundred twelve thousand nine hundred fifty-one (312,951) new compartment I shares of the Company with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, against the contribution in kind of a claim of an aggregate amount of three thousand one hundred twenty-nine euros fifty-one euro cents (EUR 3,129.51) held by Marathon European Credit Opportunity Master Fund SPC-B against the Company and subscription by Marathon European Credit Opportunity Master Fund SPC-B to the new compartment I shares so issued and approval of the valuation of the contribution in kind.

2. To allocate an amount equal to the aggregate nominal value of the new shares so issued under compartment I to the share capital account of the Company being linked to such compartment.

3. To amend article 5 of the Articles so as to reflect the resolution to be adopted under the above items.

4. Miscellaneous.

The Shareholders hereby requested the undersigned notary to document the following resolutions, adopted unanimously:

First resolution

It was RESOLVED to increase the Company's share capital by an amount of three thousand one hundred twenty-nine euros and fifty-one euro cents (EUR 3,129.51) in order to raise it from its current amount of fifty-nine thousand eight hundred and four euros and sixty euro cents (EUR 59,804.60) to an amount of sixty-two thousand nine hundred thirty-four euros and eleven euro cents (EUR 62,934.11) by the issue of an aggregate of three hundred twelve thousand nine hundred fifty-one (312,951) new compartment I shares of the Company with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each (together the "New Shares"), against the contribution in kind of a definite due and payable claim of an aggregate amount of three thousand one hundred twenty-nine euros fifty-one euro cents (EUR 3,129.51) held by Marathon European Credit Opportunity Master Fund SPC-B against the Company.

Said contribution in kind has been subject of a report by the board of managers of the Company dated 5 March 2015 (a copy of such report being registered together with this deed) the conclusion of which reads as follows:

"In view of the above, the board of managers of the Company believes that the value of the Contribution in Kind amounts to three thousand one hundred twenty-nine euros and fifty-one euro cents (EUR 3,129.51) and is at least equal to the Subscription Price of the New Shares to be issue by the Company in consideration thereof."

It was RESOLVED to confirm the subscription price of the three hundred twelve thousand nine hundred fifty-one (312,951) New Shares so issued and the valuation of the contribution in kind with respect to the subscription price of such New Shares.

Thereupon, Marathon European Credit Opportunity Master Fund SPC-B represented by Mr Mustafa NEZAR, prenamed, subscribed to the three hundred twelve thousand nine hundred fifty-one (312,951) New Shares so issued as set forth in the above agenda, the subscription price of which was paid by the contribution in kind of the definite due and payable claim of an amount of three thousand one hundred twenty-nine euros and fifty-one euro cents (EUR 3,129.51) held by Marathon European Credit Opportunity Master Fund SPC-B against the Company.

Marathon European Credit Opportunity Master Fund SPC-B, represented as stated above, declared that it is the holder and owner of the contribution in kind and that there exist no impediments to the transfer thereof to the Company. Evidence of the contribution in kind to the Company was shown to the undersigned notary.

Second resolution

As a consequence of the previous resolution, it was RESOLVED to amend article 5 of the Articles which shall forthwith read as follows:

" **Art. 5. Share Capital.** The share capital of the Company is set at sixty-two thousand nine hundred thirty-four euros and eleven euro cents (EUR 62,934.11) represented by six million two hundred ninety-three thousand four hundred eleven (6,293,411) shares with a nominal value of EUR 0.01 (one Euro cent) each divided in the following classes of shares:

- 1,250,000 (one million two hundred and fifty thousand) founding shares (the "Founding Shares"),
- 344,862 (three hundred forty four thousand eight hundred sixty two) compartment A shares (the "Compartment A Shares"),
- 346,477 (three hundred forty six thousand four hundred seventy seven) compartment B shares (the "Compartment B Shares"),
- 84,189 (eighty four thousand one hundred eighty nine) compartment E shares (the "Compartment E Shares"),
- 119,526 (one hundred nineteen thousand five hundred twenty six) compartment G shares (the "Compartment G Shares"),
- 1,991,736 (one million nine hundred ninety one thousand seven hundred thirty six) compartment I shares (the "Compartment I Shares"),
- 41,934 (forty-one thousand nine hundred thirty four) compartment K shares (the "Compartment K Shares"),
- 43,311 (forty-three thousand three hundred eleven) compartment M shares (the "Compartment M Shares"),
- 45,917 (forty-five thousand nine hundred seventeen) compartment N shares (the "Compartment N Shares"),
- 534 (five hundred thirty-four) compartment O shares (the "Compartment O Shares"),
- 1,321,738 (one million three hundred twenty one thousand seven hundred thirty eight) compartment P shares (the "Compartment P Shares"),
- 500,726 (five hundred thousand seven hundred twenty six) compartment Q shares (the "Compartment Q Shares"),
- 15,292 (fifteen thousand two hundred ninety two) compartment R shares (the "Compartment R Shares"), and
- 187,169 (one hundred eighty seven thousand one hundred sixty nine) compartment S shares (the "Compartment S Shares" and, together with the Compartment A Shares, the Compartment B Shares, the Compartment E Shares, the Compartment G Shares, the Compartment I Shares, the Compartment K Shares, the Compartment M Shares, the Compartment N Shares, the Compartment O Shares, the Compartment P Shares, the Compartment Q Shares and the Compartment R Shares, the "Compartment Shares", such Compartment Shares together with the Founding Shares being referred to hereafter as the "Shares").

In addition to the share capital, a share premium account as well as a capital contribution account (compte 115 "Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres") may be set up for each compartment through which Compartment Shares have been issued (the "Compartment") and/or for the Founding Shares. The amount of such share premium account and/or capital contribution account may be used to provide for the payment of any Shares, which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Any Compartment Shares issued by the Company shall be expressed as being exclusively related to one specific Compartment of the Company. In respect of any future compartment of the Company, the share capital of the Company may be increased through the issuance of new shares to be allocated exclusively to such compartment(s)."

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand seven hundred euros (EUR 1,700.-).

The undersigned notary, who understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quinze le dix-huit mars.

Par devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu

(collectivement ci-après dénommés les "Associés"):

Marathon European Credit Opportunity Master Fund SPC-B (pour le compte de son portefeuille séparé B), une société constituée selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social à Citco Fund Services (Cayman Islands) Limited, 89 Nexus Way, 2^{ème} Etage, Camana Bay, PO Box 31106, Grand Cayman KY1-1205, Iles Caïmans, enregistrée du Registre des Sociétés des Iles Caïmans sous le numéro 618866,

Marathon Centre Street Partnership, LP, une société en commandite (limited partnership) régie selon les lois de l'Etat du Delaware (Etats-Unis d'Amérique), ayant son siège social au 2711 Centerville RD, Ste 400, Wilmington, Delaware 19808, enregistrée auprès du registre des sociétés du Delaware, agissant par l'intermédiaire de son associé commandité (general partner);

Corporate Debt Opportunities Fund LP, Grand Cayman, une société en commandite (limited partnership) régie selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social à Citco Fund Services (Cayman Islands) Limited, 89 Nexus Way, Camana Bay, P.O. Box 31106, Grand Cayman, KY1-1205, Iles Caïmans, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés des Iles Caïmans, agissant par l'intermédiaire de son associé commandité (general partner);

KTRS Credit Fund LP, une société en commandite (limited partnership) régie selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats Unis d'Amérique, ayant son siège social au 2711 Centerville RD, Ste 400, Wilmington, Delaware 19808, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de L'Etat du Delaware, agissant par l'intermédiaire de de son associé commandité (general partner);

Marathon Credit Dislocation Fund LP, une société en commandite (limited partnership) régie selon les lois de l'Etat du Delaware (Etats Unis d'Amérique), ayant son siège social au 2711 Centerville RD, Ste 400, Wilmington, Delaware 19808, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de L'Etat du Delaware, agissant par l'intermédiaire de son associé commandité (general partner);

MV Credit Opportunity Fund LP, Wilmington (DE), une société en commandite (limited partnership) régie selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats Unis d'Amérique, ayant son siège social au 2711 Centerville RD, Ste 400, Wilmington, Delaware 19808, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de L'Etat du Delaware, agissant par l'intermédiaire de son associé commandité (general partner);

Master SIF SICAV-SIF, une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 170.915;

Marathon Real Estate Managed Account (Q), LP, une société en commandite (limited partnership) régie selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social à Intertrust Fund Services (Cayman) Limited, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Iles Caïmans, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés des Iles Caïmans, agissant par l'intermédiaire de son associé commandité (general partner);

Marathon Real Estate Managed Account (S), LP, une société en commandite (limited partnership) régie selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social à Intertrust Fund Services (Cayman) Limited, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Iles Caïmans, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés des Iles Caïmans, agissant par l'intermédiaire de son associé commandité (general partner);

Marathon European Credit Opportunity Master Fund II, Ltd., une société régie selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social à Citco Fund Services (Cayman Islands) Limited, 89 Nexus Way, Camana Bay, P.O. Box 31106, Grand Cayman, KY1-1205, Iles Caïmans, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés des Iles Caïmans;

Marathon European CRE Opportunity Fund, LP, une société en commandite (limited partnership) régie selon les lois de l'Etat du Delaware (Etats Unis d'Amérique), ayant son siège social à Corporation Services Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de l'Etat du Delaware, agissant par l'intermédiaire de son associé commandité (general partner);

Marathon Court Square, LP, une société en commandite (limited partnership) régie selon les lois de l'Etat du Delaware (Etats Unis d'Amérique), ayant son siège social à "The Corporation Trust Company", Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de l'Etat du Delaware, agissant par l'intermédiaire de son associé commandité (general partner), Marathon Court Square, GP, LLC, une société ayant son siège social à One Bryant Park, 38^{ème} Etage, New York 10036; et

Marathon Les Grandes Jorasses Master Fund SICAV-SIF, une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179.892.

Les Associés étaient représentés par Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en vertu de procurations données sous seing privé. Les procurations signées "ne varietur" par le mandataire des parties comparantes et par le notaire soussigné devront être annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les Associés, représentés comme décrit ci-dessus, déclarent détenir ensemble l'intégralité des parts sociales de MELF S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg en tant qu'une société de titrisation sous la loi du 22 mars 2004, telle que modifiée, en vertu d'un acte de Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg en date du 6 août 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2346 le 20 septembre 2012, ayant son siège social au 6, Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 170.915 (la "Société"). Les statuts de la Société (les "Statuts") ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire instrumentant en date du 23 décembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 470 le 20 février 2015.

Les Associés représentés reconnaissent être entièrement informés des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de trois mille cent vingt-neuf euros et cinquante-et-un centimes d'euros (EUR 3.129,51) afin de le porter de son montant actuel de quarante-neuf mille huit cent quatre euros et soixante cents d'euro (EUR 49.804,60) à un montant de soixante-deux mille neuf cent trente-quatre euros et onze centimes d'euros (EUR 62.934,11) par l'émission de trois cent douze mille neuf cent cinquante-et-une (312,951) nouvelles parts sociales de compartiment I ayant une valeur nominale d'un cent d'euro (0,01) chacune, en contrepartie de la contribution en nature d'une créance d'un montant total de trois mille cent vingt-neuf euros et cinquante-et-un centimes d'euros (EUR 3.129,51) détenue par Marathon European Credit Opportunity Master Fund SPC-B à l'égard de la Société et souscription par Marathon European Credit Opportunity Master Fund SPC-B des nouvelles parts sociales de compartiment I émises et approbation de l'évaluation de la contribution en nature.

2. Attribution du montant égal à la valeur totale nominale des nouvelles parts sociales de compartiment I émises dans le compartiment I au compte du capital social de la Société correspondant au compartiment en question;

3. Modification de l'article 5 des Statuts afin de refléter les résolutions adoptées aux points précédents.

4. Divers.

Les Associés ont requis le notaire d'acter les résolutions suivantes adoptées à l'unanimité:

Première résolution

Il a été DECIDÉ d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de trois mille cent vingt-neuf euros et cinquante-et-un centimes d'euros (EUR 3.129,51) afin de le porter de son montant actuel de quarante-neuf mille huit cent quatre euros et soixante cents d'euro (EUR 49.804,60) à un montant de soixante-deux mille neuf cent trente-quatre euros et onze centimes d'euros (EUR 62.934,11) par l'émission de trois cent douze mille neuf cent cinquante-et-une (312,951) nouvelles parts sociales de compartiment I ayant une valeur nominale d'un cent d'euro (0,01) chacune (ensemble les "Nouvelles Parts Sociales"), en contrepartie de la contribution en nature d'une créance certaine, liquide et exigible d'un montant total de trois mille cent vingt-neuf euros et cinquante-et-un centimes d'euros (EUR 3.129,51) détenue par Marathon European Credit Opportunity Master Fund SPC-B à l'égard de la Société.

Cette contribution en nature a fait l'objet d'un rapport par le conseil de gérance de la Société du 5 mars 2015 (une copie de ce rapport étant enregistrée ensemble avec cet acte) dont la conclusion se lit comme suit:

"Conformément à ce qui précède, le conseil de gérance de la Société est d'opinion que la valeur de la Contribution en Nature s'élève à trois mille cent vingt-neuf euros et cinquante-et-un centimes d'euros (EUR 3.129,51) et que celle-ci est au moins égale à la valeur du Prix de Souscription des Nouvelles Parts Sociales à émettre par la Société en contrepartie."

Il a été DECIDÉ de confirmer le prix de souscription des trois cent douze mille neuf cent cinquante et une (312.951) Nouvelles Parts Sociales émises et l'évaluation de la contribution en nature concernant le prix de souscription de ces Nouvelles Parts Sociales.

Marathon European Credit Opportunity Master Fund SPC-B représentée par Monsieur Mustafa NEZAR, précité, a souscrit aux trois cent douze mille neuf cent cinquante et une (312.951) Nouvelles Parts Sociales émises, le prix de souscription qui a été payé par la Contribution en Nature consistant en l'apport d'une créance certaine liquide et exigible d'un montant de trois mille cent vingt-neuf euros et cinquante et un centimes d'euros (EUR 3.129,51) détenue par Marathon European Credit Opportunity Master Fund SPC-B envers la Société.

Marathon European Credit Opportunity Master Fund SPC-B, représentée tel que mentionnée ci-dessus, a déclaré qu'elle est détenteur et propriétaire de la Contribution en Nature et qu'il n'existe aucun obstacle au transfert de la Contribution en Nature à la Société. Preuve de la détention de la Contribution en Nature par Marathon European Credit Opportunity Master Fund SPC-B a été montrée au notaire soussigné.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution précédente, il a été DECIDÉ de modifier l'article 5 des Statuts, qui sera dorénavant rédigé comme suit:

" **Art. 5. Capital Social.** Le capital social de la Société est fixé à soixante-deux mille neuf cent trente-quatre euros et onze centimes d'euros (EUR 62.934,11) divisé en six millions deux cent quatre-vingt-treize mille quatre cent onze (6.293.400) parts sociales ayant une valeur nominale de EUR 0,01 (un cent d'euro) chacune répartie dans les classes de parts sociales suivantes:

- 1.250.000 (un million deux cent cinquante mille) parts sociales de fondateurs (les "Parts Sociales de Fondateurs"),
- 344.862 (trois cent quarante-quatre mille huit cent soixante-deux) parts sociales de compartiment A (les "Parts Sociales de Compartiment A"),
- 346.477 (trois cent quarante-six mille quatre cent soixante-dix-sept) parts sociales de compartiment B (les "Parts Sociales de Compartiment B"),
- 84.189 (quatre-vingt-quatre mille cent quatre-vingt-neuf) parts sociales de compartiment E (les "Parts Sociales de Compartiment E"),

- 119.526 (cent dix-neuf mille cinq cent vingt-six) parts sociales de compartiment G (les "Parts Sociales de Compartiment G"),
- 1.991.736 (un million neuf cent quatre-vingt-onze mille sept cent trente-six) parts sociales de compartiment I (les "Parts Sociales de Compartiment I"),
- 41.934 (quarante-et-un mille neuf cent trente-quatre) parts sociales de compartiment K (les "Parts Sociales de Compartiment K"),
- 43.311 (quarante-trois mille trois cent onze) parts sociales de compartiment M (les "Parts Sociales de Compartiment M"),
- 45.917 (quarante-cinq mille neuf cent dix-sept) parts sociales de compartiment N (les "Parts Sociales de Compartiment N"),
- 534 (cinq cent trente-quatre) parts sociales de compartiment O (les "Parts Sociales de Compartiment O"),
- 1.321.738 (un million trois cent vingt-et-un mille sept cent trente-huit) parts sociales de compartiment P (les "Parts Sociales de Compartiment P"),
- 500.726 (cinq cent mille sept cent vingt-six) parts sociales de compartiment Q (les "Parts Sociales de Compartiment Q"),
- 15.292 (quinze mille deux cent quatre-vingt-douze) parts sociales de compartiment R (les "Parts Sociales de Compartiment R") et
- 187.169 (cent quatre-vingt-sept mille cent soixante-neuf) parts sociales de compartiment S (les "Parts Sociales de Compartiment S" et ensemble avec les Parts Sociales de Compartiment A, les Parts Sociales de Compartiment B, les Parts Sociales de Compartiment E, les Parts Sociales de Compartiment G, les Parts Sociales de Compartiment I, les Parts Sociales de Compartiment K, les Parts Sociales de Compartiment M, les Parts Sociales de Compartiment N, les Parts Sociales de Compartiment O, les Parts Sociales de Compartiment P, les Parts Sociales de Compartiment Q et les Parts Sociales de Compartiment R, les "Parts Sociales de Compartiment", ces Parts Sociales de Compartiment ensemble avec les Parts Sociales Fondateurs mentionnées ci-après par les "Parts Sociales").

En plus du capital social, un compte de prime d'émission ainsi qu'un compte d'Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres (compte 115) peut être établi pour chaque compartiment duquel des Parts Sociales de Compartiment ont été émises (le "Compartiment") et/ou pour les Parts Sociales de Fondateurs. L'avoir de ce compte de prime d'émission et/ou du compte 115 peut être utilisé pour payer les Parts Sociales que la Société pourrait racheter des associés, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

Toutes Parts Sociales de Compartiment émises par la Société doivent être mentionnées comme étant exclusivement liées à un Compartiment spécifique de la Société. Concernant tout futur compartiment de la Société, le capital social de la Société peut être augmenté par l'émission de nouvelles parts sociales devant être attribuées exclusivement au(x) compartiment(s) en question."

Evaluation des frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature incombant à la Société en raison du présent acte sont évalués à mille sept cents euros (EUR 1.700.-).

Le notaire instrumentaire qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du mandataire du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

DONT ACTE, le présent acte a été rédigé au Luxembourg, à la date mentionnée au début du présent document.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Nezar, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 19 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/8611. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 24 mars 2015.

Référence de publication: 2015074720/330.

(150084870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Candriam GF, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 14, Porte de France.
R.C.S. Luxembourg B 198.176.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the thirtieth of June.

Before the undersigned, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

CANDRIAM Luxembourg, having its registered office at 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, here represented by Mrs. Blandine KISSEL, employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 29 May, 2015.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, acting in the capacity stated above, has required the officiating notary, to enact the articles of association of a limited liability company (*société anonyme*) as follows:

Section I. Registered name - Term - Object - Registered office

Art. 1. Form and registered name. There exists among the subscribers and all those who shall become shareholders, a company in the form of a limited liability company (*société anonyme*), formed as a variable capital investment company (*société d'investissement à capital variable*) subject to the provisions of Part I of the Law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as may be amended from time to time (hereinafter "Law of 2010") under the name of "CANDRIAM GF" (hereinafter the "SICAV").

Art. 2. Term. The SICAV is established for an unlimited term. The SICAV may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of the SICAV's articles of incorporation (hereinafter the "Articles of Incorporation").

Art. 3. Object. The SICAV's sole purpose is to invest funds at its disposal in transferable securities, and/or any other liquid financial assets, as well as any other assets permitted by the Law of 2010, with a view to diversify investment risks and allow its shareholders to benefit from the results of the management of its assets...

The SICAV may take any measures and carry out any transactions which it deems useful for the accomplishment and the development of its object to the extent permitted by the Law of 2010.

Art. 4. Registered office. The SICAV's registered office is in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg. By resolution of the Board of Directors, branches or offices may be established both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

The Board of Directors may decide to transfer the registered office of the SICAV to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg in so far as permitted by law.

Should the Board of Directors consider that extraordinary events of a political or military nature, which would interfere with the normal activities of the SICAV at the registered office, or with the ease of communication with this office or between this office and abroad, have taken place or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until these abnormal circumstances have ceased in full. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the SICAV, which, notwithstanding this temporary transfer of registered office, shall remain a Luxembourg company.

Section II. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share capital, Sub-funds and share classes. The capital of the SICAV shall be represented by fully paid-up shares of no par value, and shall at all times be equal to the value of the net assets of the SICAV as set down in article 11 of these Articles of Incorporation.

The minimum capital of the SICAV shall be the equivalent in United States dollars of the amount stipulated by law, currently one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000). This minimum must be achieved within six months after the SICAV has obtained authorization from the local supervisory authority.

The initial capital is fifty thousand United States dollars (USD 50,000), fully paid-up and represented by five hundred (500) shares of no par value of the Z distribution share class in the Sub-fund US High Yield Corporate Bonds.

The Board of Directors may launch one or more sub-funds within the SICAV, each corresponding to a distinct portfolio of asset and liabilities of the SICAV as provided in article 181 of the law of 2010 (hereinafter "Sub-fund(s)").

These Sub-funds may, if the Board of Directors so chooses be divided into one or more share classes whose assets shall be commonly invested but which shall be differentiated according to:

a) a specific distribution policy, for example carrying the right to distributions ("distribution shares"), or not carrying the right to distributions ("capitalization shares");

b) a specific fee structure regarding, for example, sales, redemption, management, investment advisory, distribution, shareholder services, or other fees;

c) the use of different hedging techniques in order to protect the assets and revenues of a Sub-fund denominated in a different currency to that of the reference currency of the Sub-fund;

d) or any other specific feature determined by the Board of Directors.

The proceeds of any issue of shares in a given class shall be invested in transferable securities and/or other financial assets in accordance with the investment policy determined by the Board of Directors for the Sub-fund in question, taking into account the investment restrictions stated in the Law of 2010 or additional restrictions adopted by the Board of Directors.

The Board of Directors may, at any time, create additional Sub-funds and/or share classes, provided the rights and obligations of the shareholders of the existing Subfunds and/or share classes do not change as a result of such additional Sub-funds and/or share classes being created.

The Board of Directors shall set the duration of the various Sub-funds and, where applicable, the methods governing their extension.

In order to determine the SICAV's capital, the net assets corresponding to each Sub-fund shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital shall be equal to the total net assets of all the Sub-funds. The SICAV's consolidated capital shall be expressed in USD.

Art. 6. Form of shares. The shares will only be issued in registered form or in any other form permitted under prevailing legislation.

Shares are normally issued only upon acceptance of the subscription and after receipt of the purchase price.

All registered shares issued by the SICAV shall be recorded in the register of shareholders, which shall be kept by the SICAV or by one or more persons appointed for this purpose by the SICAV. The entry must show the name of each shareholder, his/her place of residence or elected domicile, the number of registered shares that he/she owns, the share class, where applicable, and the amount paid for each share.

The transfer of registered shares shall take place through a written transfer statement recorded in the register of shareholders, dated and signed by the assignor and the assignee, or by their representatives with proof of the necessary authority.

Registered shareholders shall provide the SICAV with an address to which all communications and all the SICAV's information may be sent. This address shall also be recorded in the register of shareholders.

If a registered shareholder does not provide an address to the SICAV, a note may be made in the register of shareholders, and the shareholder's address shall be deemed to be at the SICAV's registered office or any other address that shall be determined from time to time by the SICAV, until another address is provided by the shareholder to the SICAV. The shareholder may at any time ask for the address recorded in the register of shareholders to be changed through a written declaration sent to the SICAV at its registered office or any other address that shall be determined from time to time by the SICAV.

The SICAV may decide to issue fractions of shares. Fractions of shares shall not carry voting rights, but shall carry the right to a corresponding fraction of the net assets attributable to the relevant share class on a prorata basis. The SICAV shall recognize only one single owner in respect of each share in the SICAV. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, the SICAV may suspend the exercise of rights resulting from the shares concerned until one person is validly appointed in order to represent the joint owners vis-à-vis the SICAV.

Art. 7. Issue of shares. The Board of Directors shall be authorized, at any time and without restriction, to issue new, fully paid-up shares at a price based on the net asset value per share in question determined in accordance with article 11 of these Articles of Incorporation, without granting preferential subscription rights to the existing shareholders.

When the SICAV offers shares in any Sub-fund for subscription, the price per share shall be equal to the net asset value per share of the share class in question plus, where necessary, the commissions and fees stated in the sales documents.

The price thus established shall be payable within the timeframe set by the Board of Directors and indicated in the sales documents.

A subscription request can be suspended under the terms and conditions set down in article 12 of these Articles of Incorporation.

The Board of Directors can, at its own discretion, reject any subscription request in whole or in part.

The Board of Directors may delegate responsibility for accepting subscriptions, receiving payment of the price of the new shares and issuing the new shares to any administrator, director or other person duly authorized for this purpose.

The SICAV may agree to issue shares in exchange for a contribution in kind of transferable securities, in compliance with current Luxembourg legislation and provided such transferable securities comply with the objectives and the investment policy of the Sub-fund in question. The Board of Directors may elect to charge the costs of the contribution in kind of the transferable securities to the shareholder in question or other party as agreed by the SICAV.

Art. 8. Redemption of shares. In accordance with the terms and conditions set forth hereinafter, the SICAV shall at all times have the power to redeem its own shares within the limits stipulated by the Law of 2010.

Any shareholder may apply for all or part of his/her shares to be redeemed by the SICAV in accordance with the procedures laid down by the Board of Directors in the sales documents and within the limits imposed by law and these Articles of Incorporation.

The shares redeemed by the SICAV shall be cancelled.

The redemption price shall be paid within the timeframe set by the Board of Directors and shall be equal to the net asset value per share of the share class in question, as established in accordance with article 11 below, less any commissions and fees stated in the sales documents.

Any redemption request must be submitted by the shareholder in writing to the SICAV's registered office or to any other person, firm or legal entity appointed by the SICAV as a representative for the redemption of shares.

Subject to the express agreement of the shareholder, the SICAV may agree to deliver transferable securities in exchange for a request for redemption in kind, subject to observing relevant Luxembourg law provisions. The value of these transferable securities will be determined in accordance with the principles established for the calculation of the net asset value. The Board of Directors shall ensure that the withdrawal of the transferable securities shall not harm the remaining shareholders. The Board of Directors may decide to charge the costs of such transfer to the shareholder in question or to the SICAV.

Redemption requests may be suspended under the terms and conditions provided for in article 12 below.

If the redemption requests exceed a certain percentage of the net assets of a Sub-fund, as determined by the Board of Directors in the sales documents, and/or in exceptional circumstances the liquidity of the SICAV is not sufficient to enable payment to be made within the stated settlement period, all or some of the redemption requests may be postponed on a pro rata basis and will be processed as soon as reasonably practicable. These redemption requests shall be processed on the Calculation Date following this period as a priority over requests submitted later.

Art. 9. Conversion of shares. Save for specific restrictions decided by the Board of Directors and stated in the sales documents, any shareholder may apply for all or some of his/her shares to be converted into shares of another Sub-fund. The conversion shall be carried out in accordance with the provisions stipulated by the Board of Directors in the sales documents.

Conversion requests shall be submitted under the terms applicable to redemptions. The conversion price of the shares shall be calculated by referring to the net asset value of the two share classes in question plus, where applicable, the commissions and fees stated in the sales documents.

The converted shares may be cancelled.

Conversion requests may be suspended under the terms and conditions provided for in article 12 below.

If the conversion requests exceed a certain percentage of the net assets of a Sub-fund, as determined by the Board of Directors in the sales documents, the Board of Directors may decide to postpone all or some of these conversion requests under the same terms and conditions as those applicable to redemptions described in article 8.

Art. 10. Restrictions on purchase of the SICAV's shares. The Board of Directors may restrict or prevent ownership of the shares of the SICAV by any individual or legal entity if it considers that such ownership would result in a breach of the law in Luxembourg or abroad or of a requirement of any country or governmental authority, or may imply that the SICAV be subject to tax in a country other than Luxembourg or may in some other way be detrimental to the SICAV (hereinafter "Prohibited Person"). The board of directors may remove such restriction at its discretion.

In particular, it can limit or prevent ownership of the SICAV's shares by: (i) any person with the nationality of or a resident of the United States of America, one of its territories, possessions or regions; (ii) any partnership, company, or entity organized or existing in any state, territory or possession of the United States of America; or (iii) any person falling within a definition of what constitutes a "U.S. person" under relevant applicable U.S. law.

To this end, the SICAV may:

a) decline to issue shares and register share transfers, when it appears that such issue or transfer would or could result in the attribution of share ownership to a Prohibited Person;

b) ask, at any time, any person appearing in the register of shareholders, or any other person who requests registration of the share transfer, to provide all information and certificates which it considers necessary, supported by a statement made under oath if necessary, in order to determine whether the shares effectively are or will be owned by a Prohibited Person;

c) refuse, at any shareholders' meeting, the vote of any Prohibited Person; and

d) carry out the compulsory repurchase of all the shares if it appears that a Prohibited Person, either alone, or jointly with other persons, is the owner of the SICAV's shares, or proceed with the compulsory repurchase of all or part of the shares, if it appears to the SICAV that one or more persons are owners of a proportion of the SICAV's shares in a way to render the SICAV subject to tax or other regulations of jurisdictions other than Luxembourg. In this case, the following procedure shall apply:

d.i) The SICAV shall serve a notice (hereinafter called the "Redemption Notice") upon the shareholder holding shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be repurchased; the Redemption Notice shall specify the shares to be repurchased, the Redemption Price to be paid and the place where this price shall be payable. The

Redemption Notice may be served upon the shareholder by registered mail addressed to the last known address or the one registered in the SICAV's shareholders' register.

Upon the close of business on the date specified in the Redemption Notice, the shareholder concerned shall cease to be the owner of the shares specified in the Redemption Notice.

d.ii) The price at which the shares specified in the Redemption Notice shall be redeemed (the "Redemption Price") shall be equal to the net asset value of the shares in question, determined in accordance with article 11 of these Articles of Incorporation on the date of the Redemption Notice, less any redemption charges or sales charge as may be decided from time to time by the board of directors in respect of all redemptions as disclosed in the SICAV's sales documents.

d.iii) The Redemption Price shall be paid in the currency of the Sub-fund in question, except during periods of exchange rate restrictions. The price shall be deposited by the SICAV with a bank, in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice), which shall hand it over to the shareholder in question against the surrender of the certificate(s), if they have been issued, representing the shares specified in the redemption notice. Following the deposit of the Redemption Price under these conditions, no person with an interest in the shares mentioned in the Redemption Notice may exercise his/her rights regarding all or some of these shares or take any action against the SICAV and its assets, except for the right of the shareholder, appearing as the owner of the shares, to receive the Redemption Price thus deposited (without interest) with the bank against the surrender of the certificate(s), if they have been issued.

d.iv) The exercise by the SICAV of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated under any circumstances on the ground that there is insufficient evidence of share ownership by any person or that the true ownership of the share was otherwise than appeared to the SICAV at the date of the Redemption Notice, provided that the SICAV exercises these powers in good faith.

Art. 11. Net asset value. In order to determine the issue, redemption and conversion prices per share, the net asset value of the shares of each Sub-fund and share class of the SICAV shall be calculated periodically by the SICAV at a frequency to be established by the Board of Directors, but under no circumstance less than twice per month.

The day on which the net asset value of the shares is determined is referred to in these Articles of Incorporation as the "Calculation Date", the Valuation Date being each banking business day, other than a day on which any exchange or market on which a substantial portion of the relevant Sub-Fund's investments is traded, is closed. Should the Calculation Date fall on a public or bank holiday in Luxembourg, the Calculation Date shall then be the first bank business day to follow, unless otherwise stipulated in the sales documents.

The net asset value shall be expressed in the reference currency of the respective Sub-fund, or in any other currency that the Board of Directors may choose.

The net asset value shall be calculated by dividing the net assets of the respective Sub-fund and/or share class (made up of the assets corresponding to this Sub-fund and/or share class, less the liabilities attributable to this Sub-fund and/or share class) on the Calculation Date, by the number of shares issued for this Sub-fund and/or share class.

The net asset value per share thus calculated may be rounded upwards or downwards as decided by the Board of Directors and disclosed in the sales documents.

The net asset value of the various share classes shall be calculated as described below.

A. The SICAV's assets shall, in particular, be comprised of:

- a) all cash on hand or on deposit including accrued interest;
- b) all notes and bills payable on demand and accounts receivable (including proceeds from the sale of securities where payment has not yet been received);
- c) all securities, units, shares, bonds, derivative instruments or subscription rights and other investments and securities owned or contracted for by the SICAV;
- d) all dividends and distributions to be received by the SICAV (based on the understanding that the SICAV may make adjustments in light of fluctuations in the market value of the transferable securities resulting from ex-dividend or exrights trading or similar practices);
- e) all accrued interest from securities owned by the SICAV, unless such interest is included in the principal of these securities;

f) the preliminary expenses of the SICAV insofar as they have not been amortized;

g) all other assets of any kind, including prepaid expenses.

B. The value of these assets will be determined as follows:

Equities, warrants and rights

Equities are valued at the closing price on the various stock exchanges on the reference date.

Exchange Traded Fund ("ETF") and UCI

ETF and UCI are valued at the net asset value representative of the markets on the reference date or in the absence thereof the preceding date.

Bonds

Bonds are valued at the closing price on the basis of contributor prices on the reference date.

Negotiable debt securities and other money market instruments

Negotiable debt securities are valued at the closing price on the basis of contributor prices on the reference date or according to the straight-line method.

Futures and options on organised markets

These financial instruments are valued at the closing prices on the various futures markets on the reference date.

Spot exchange rates

The spot exchange rates are valued from the market data available from specialised data providers.

Forward foreign exchange

Foreign exchange futures are valued on the basis of the market data available such as the spot price, interest rate curve etc, from specialized data providers.

Others derivatives are valued based on counterparties prices, market prices or are calculated based on validated models validated.

Repurchase and reverse repurchase agreements, lending and borrowing of securities

Repurchase agreements, reverse repurchase agreements and securities borrowing/lending are valued at cost plus interest and may be revalued.

Exceptional treatment

Debt securities (bonds, negotiable debt securities, money market instruments etc) in which there are not significant amounts of transactions or for which the price is clearly not representative of the market, may be valued on the basis of an estimated method. In addition, the actuarial method, the rate applied being that for issues of equivalent securities, where applicable, allocated by a differential representative of the intrinsic characteristics of the issuer of the security, may be used.

Listed securities (equities, warrants, rights, options) in which there are not significant amounts of transactions and/or for which the price is clearly not representative of the market, may be valued on the basis of a method representative of the close of the market.

C. The liabilities of the SICAV shall, in particular, be comprised of:

- a) all borrowings, matured bills and accounts payable;
- b) all accrued or payable administrative expenses (including but not limited to fees paid to the asset managers, custodians, representatives and agents of the SICAV);
- c) all known liabilities, whether or not due, including all contractual obligations due and relating to payments in cash or in kind, including the amount of any unpaid dividends declared by the SICAV where the Valuation Date coincides with the record date for the determination of the persons entitled to such payment;
- d) an appropriate reserve for future taxes on capital and on revenue, accrued up to the Valuation Date and determined periodically by the SICAV and, where necessary, other reserves authorized or approved by the Board of Directors;
- e) any other liabilities of the SICAV regardless of their nature and type, with the exception of liabilities represented by shares in the SICAV. In determining the amount of these other liabilities, the SICAV will take into account all operating expenses (including the remuneration and reasonable travel costs or other reasonable expenses incurred by directors, fees owing to the custodian bank and its correspondent banks and the fees and commissions payable to the management company and to its delegates, paying agents, permanent representatives at places of registration, and costs of legal and auditing services), costs of printing and distributing annual and semi-annual reports, brokerage fees, corporate taxes, duties, contributions and charges payable by the SICAV, the costs of registering the SICAV and the costs of maintaining such registration with all government institutions and stock exchanges, and postage and telecommunication costs. The SICAV may calculate regular or periodic administrative and other expenses by way of an estimate for the year or any other period by allocating the amount over that period on a pro rata basis.

D. The SICAV's net assets:

The SICAV's net assets mean the SICAV's assets as defined above, less the liabilities defined above on the Valuation Date during which the net asset value of the shares is determined. The SICAV's capital shall at all times be equal to the net assets of the SICAV. The net assets of the SICAV shall be equal to the net assets of all the Sub-funds, the consolidation being done in USD.

E. Allocation of assets and liabilities:

The Board of Directors will establish a pool of assets for each Sub-fund in the following way:

- a) If two or more classes of shares relate to a given Sub-fund, the assets attributed to these classes shall be invested together in accordance with the respective Sub-fund's investment policy.
- b) The proceeds from the issue of the shares in each Sub-fund shall be allocated, in the accounts of the SICAV, to the pool of assets established for the share class or Sub-fund.
- c) The assets, liabilities, income and expenses relating to this Sub-fund shall be allocated to the share class(es) corresponding to this Sub-fund in accordance with the provisions of this article.

d) Where any asset is derived from another asset, it shall be allocated in the SICAV's accounts to the same pool as the asset from which it was derived. In case of asset appreciation or depreciation, the increase or decrease in the value of that asset shall be attributable to the pool of the Sub-fund to which this asset is allocated;

e) All the SICAV's liabilities which may be attributed to one specific Sub-fund shall be booked against the pool of assets of that Sub-fund;

f) The assets, liabilities, charges and expenses which may not be attributed to a specific Sub-fund shall be attributed to the various Sub-funds in equal parts or, if justified by the amounts in question, pro rata to their respective net assets.

g) Following distributions made to the holders of a specific shares class, the net asset value of that share class shall be reduced by the amount of such distributions.

The SICAV is one and the same legal entity. However, unless otherwise stipulated in the sales documents, the assets of a given Sub-fund are accountable for the debts, liabilities and obligations relating to that Sub-fund only. In relations between shareholders, each Sub-fund is treated as a separate entity.

F. For the purposes of this article:

a) each share of the SICAV which is in the process of redemption in accordance with the article entitled "Redemption of shares" shall be considered a share issued and existing up to the close of business of the Valuation Date as defined in this article and shall be, as from this day and until the respective price is paid, considered a liability of the SICAV;

b) shares to be issued by the SICAV in accordance with the subscription requests received, shall be treated as being issued from the close of business of the Valuation Date specified in the sales documents, and the price shall be treated as a debt due to the SICAV until received by the latter;

c) all investments, cash balances and other assets of the SICAV not expressed in the currency in which the net asset value of the relevant corresponding Sub-fund and/or share class is denominated, will be valued after taking into account the market rates or exchange rates applicable on the date the net asset value of the shares is determined; and

d) as far as possible, any purchase or sale of transferable securities contracted by the SICAV on a Valuation Date shall be effective on that Valuation Date.

G. Determination of share value:

The value of the distribution shares of a Sub-fund shall be determined by dividing on the Calculation Date the net assets of the Sub-fund, made up of its assets less its liabilities, by the number of distribution shares in circulation plus the number of capitalization shares in circulation multiplied by the parity ratio at the time. The value of the capitalization shares shall correspond to the value of the distribution shares multiplied by that parity ratio.

The value of distribution shares and capitalization shares is determined at an appropriate time by the percentage that each share class represents in the initial share capital. During the life of the sub-fund, the relative portion of distribution and capitalization shares in the share capital varies depending on the parity ratio and the subscriptions and repurchases of each share class, in the following way:

a) on the one hand, the parity ratio shall be equal to one at the launch and shall be recalculated upon each dividend payment based on the formula consisting in dividing the value of the pre-dividend distribution share by the value of the ex-dividend distribution share, and multiplying by the existing parity ratio. For each dividend payment, the relative share of the capitalization class shall appreciate in relation to the distribution class;

b) on the other hand, the subscriptions and redemptions of a share class shall have an influence on the relative portion of that class since they affect the share capital in the same way.

Art. 12. Suspension of the calculation of the net asset value and the issue, conversion and redemption of the shares.

Without prejudice to the legal reasons for the suspension, the Board of Directors can temporarily suspend the calculation of the net asset value of one or more Sub-funds, as well as the issue, redemption and conversion of shares in the following cases:

a) if the net asset value of shares in the underlying funds representing a substantial part of the investments of the Sub-fund cannot be determined;

b) while any exchange or market, on which a substantial portion of the SICAV's investments is traded, is closed or while dealings on any such exchange or market are restricted or suspended except for normal closing days;

c) during any period when there exists a state of affairs which, in the opinion of the SICAV, constitutes an emergency as a result of which it is impractical to dispose of investments by reasonable and normal means, or where it would seriously harm the shareholders' interests;

d) during any breakdown in the means of communication normally used to determine the price of any investment of the Sub-fund or current prices on any stock exchange;

e) during any period during which it is not possible to hand over the funds which are or may be necessary for the realization or payment of any investment of the SICAV, or during any period in which it is not possible to repatriate funds required for the redemption of the shares;

f) in the event of cancellation/closure or demerger of one or more Sub-funds or share classes or types of shares, provided such suspension is justified in the interests of protecting the shareholders of the Sub-funds, share classes or types of shares in question;

g) if a meeting of shareholders is convened to propose the winding-up of the SICAV;
h) in case a Sub-fund is a feeder of another UCITS (or a sub-fund thereof), if the net asset value calculation of the master UCITS (or the sub-fund thereof) is suspended.

i) any other cases where the Board of Directors determines that such a suspension is necessary to safeguard the interests of the shareholders concerned.

Subscribers and shareholders offering shares for redemption or conversion shall be advised of the suspension of the calculation of the net asset value.

Pending subscription and redemption requests may be withdrawn by written instruction provided this is received by the SICAV before the end of the suspension.

Pending subscriptions and redemptions shall be processed on the first Calculation Date following the lifting of the suspension.

Section III. Administration and supervision

Art. 13. Directors. The SICAV is managed by a Board of Directors made up of at least three members, who may or may not be shareholders of the SICAV. Directors shall be appointed by the general meeting of shareholders, which shall fix their numbers, remuneration and their term of office (the maximum length of a term can be six years, it is renewable and directors can be re-elected for the next term).

Any director may be dismissed with or without cause and may be replaced at any time by a decision of the general meeting of shareholders.

If a director's seat were to become vacant, the remaining directors appointed by the general meeting of shareholders may elect, by majority vote, a director to temporarily carry out the duties attached to the seat that has become vacant until the next general meeting of shareholders, which shall ratify this appointment.

Art. 14. Chairmanship and meetings of the Board of Directors. The Board of Directors shall choose a Chairman from among its members and may elect one or more deputy chairmen.

It may also appoint a secretary, who does not need to be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors as well as those of shareholders' meetings. The Board of Directors shall meet when convened by the Chairman, two directors or any other person delegated for this purpose by the Board of Directors, at the place, date and time stated in the meeting notice.

The Chairman of the Board of Directors shall chair all meetings of the Board of Directors, but in his/her absence the Board of Directors may appoint another director as chairman pro tempore by a vote of the majority present or represented at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least twenty-four hours before the time scheduled for the meeting, except in case of urgency, the nature and reasons for which shall be mentioned in the notice of meeting. This notice may be disregarded following the approval of each director in writing or by fax, electronic means, or any other equivalent method of communication. A meeting notice shall not be required for a meeting of the Board of Directors held at a time and place specified in a resolution that has already been adopted by the Board of Directors.

Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in written form or by fax or any other equivalent means of communication carrying a written document, another director as his authorized representative. A director may represent one or more of his colleagues.

The directors may only deliberate and act validly at a properly convened meeting of the Board of Directors.

The Board of Directors may only deliberate and act validly if a majority of the directors are present or represented at the meeting. Decisions are made by a majority vote of those members present or represented. If, during a meeting of the Board of Directors, there is a tie in the voting for or against a motion, the person chairing the meeting shall have a casting vote.

All directors may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or video conference or by any other similar means of communication where all individuals taking part in the meeting can hear one another. Taking part in a meeting by these means shall be equivalent to attendance in person.

The decisions of the Board of Directors shall be recorded in minutes signed by the Chairman or, in his/her absence, by the director who assumes the role of chairman for the meeting. Copies or extracts of the minutes used for legal or other purposes shall be valid if signed by the Chairman, two directors or by any person delegated for this purpose by the Board of Directors.

Notwithstanding the foregoing provisions, a decision of the Board of Directors may also be taken by circular resolution. Unless the law provides for a lesser majority, circular resolutions will be valid if signed by all the members of the Board of Directors - signed manually or electronically by means of an electronic signature compliant with the requirements of Luxembourg law. Signatures will be made either on one single document or on multiple copies of this document. Such a decision will have the same validity and force as if it had been taken in a normally convened meeting of the Board of Directors.

The Board of Directors may appoint from time to time managers, officers, and authorized representatives including one (or more) chief executive(s), a secretary, and, if required, deputy chief executives and deputy secretaries and other managers,

officers, and authorized representatives, whose roles are considered necessary to properly conduct the business affairs of the SICAV. Such appointments may be terminated at any time by the Board of Directors. The managers, officers, and authorized representatives do not need to be directors or shareholders of the SICAV. Unless otherwise stated in the Articles of Incorporation, the appointed managers, officers, and authorized representatives shall have the authority and the responsibilities assigned to them by the Board of Directors.

Art. 15. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors shall have the broadest powers to guide and manage the corporate affairs and to carry out all acts of administration or disposition that fall within the scope of the SICAV. All powers not expressly reserved for the general meeting of shareholders by law or by these Articles of Incorporation shall fall within the powers of the Board of Directors.

Art. 16. Investment policy. The Board of Directors, applying the principle of risk diversification, shall have the power to determine the general management and investment strategy for each Sub-fund and the associated pools of assets as well as the policy to follow in the management of the SICAV.

The assets of the various Sub-funds shall be invested in transferable securities and other financial assets permitted by the Law of 2010, in particular but not limited to:

a) transferable securities and money market instruments admitted to or dealt on a regulated market as defined in the Law of 2010;

b) transferable securities and money market instruments dealt on another market in a Member State of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognized and open to the public;

c) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in a non-Member State of the European Union or dealt on another market in any other country in Europe (other than those forming part of the European Union), North and South America, Asia, Oceania, Australia, or Africa, or dealt on another regulated market of a country of Europe (other than those forming part of the European Union), North and South America, Asia, Oceania, Australia, or Africa that is regulated, operates regularly, is recognized and open to the public.

d) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that:

d.i) the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or to another regulated market which operates regularly and is recognized and open to the public of a Member State of the European Union, any other country in Europe (other than those forming part of the European Union), North and South America, Asia, Oceania, Australia and Africa; and

d.ii) the admission is secured within one year of issue.

e) shares or units of other UCI;

f) cash and deposits with credit institutions;

g) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, dealt on a regulated market as referred to in the Law of 2010 and subject to the restrictions provided in the Law of 2010.

The Board of Directors may also decide that one or more Sub-funds may invest, in accordance with the principle of risk diversification, up to 100% of its/their assets in different issues of transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the European Union, by its local authorities, by an OECD Member State or by public international bodies of which one or more Member States of the European Union belong. In this case, the Sub-fund (s) concerned must hold transferable securities belonging to at least 6 different issues and securities belonging to the same issue may not exceed 30% of the total amount of the net assets of such Sub-fund.

To the full extent permitted by and subject to the conditions of the Law of 2010, and in accordance with the sales documents, a Sub-fund of the SICAV may subscribe to, purchase and/or hold securities to be issued or already issued by one or several other Sub-funds of the SICAV.

The Board of Directors may also decide to create master-feeder Sub-funds, to convert an existing Sub-fund into a feeder Sub-fund or even to change the master UCITS into a feeder Sub-fund, subject to the conditions set in the Law of 2010 and the sales documents.

Art. 17. Day-to-day management. The SICAV's Board of Directors may delegate its powers relating to the day-to-day management of the SICAV's affairs (including the right to act as the SICAV's authorized signatory) as well as relating to representation of the SICAV with respect to said management, to one or more chief executives, a general secretary and/or one or more individuals or legal entities who do not necessarily need to be directors. These individuals or legal entities shall have the powers conferred on them by the Board of Directors. They may sub-delegate their powers if authorized by the Board of Directors. The Board of Directors may also grant any special mandates by notarized power of attorney or by private seal.

Art. 18. Management. The Board of Directors may appoint a management company approved by the competent authorities of a Member State in accordance with the provisions of Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council of 13 July 2009, to perform, on behalf of and in the name of the SICAV, the functions included in the collective portfolio management activity as set down in the Law of 2010.

The Board of Directors has appointed the Company Candriam Luxembourg to assume the role of the Management Company of the SICAV.

The Board of Directors of the SICAV may dismiss the appointed management company, which shall continue to perform its duties until a new management company has been appointed. This dismissal decision must be approved by a decision of the extraordinary meeting of shareholders of the SICAV.

Art. 19. Representation - Legal instruments and actions - Commitments of the SICAV. The SICAV shall be bound by the joint signature of any two directors of the SICAV, or by the sole or joint signature(s) of any person(s) to whom power of signature has been delegated by the Board of Directors.

Art. 20. Conflict of interest. No contract or transaction that the SICAV may conclude with other companies or firms shall be affected or invalidated by the fact that one or more managers, directors, officers or authorized representatives of the SICAV has an interest in such a company or firm, or by the fact that they might be one of its directors, associates, managers, officers, authorized representatives or employees. Any director, manager, officer or authorized representative of the SICAV who is a director, associate, manager, officer, authorized representative or employee of a company or a firm with which the SICAV has entered into agreements or with which it has other business dealings shall not, for this reason, be prevented from deliberating, voting or acting with regard to any matter relating to such agreement or such dealings.

If a director, manager, officer or authorized representative of the SICAV has a personal interest in any business transaction of the SICAV, this manager, director, officer or authorized representative shall inform the Board of Directors of his/her personal interest, and shall not deliberate or take part in the vote on the transaction. The transaction and the personal interest of the manager, director, officer or authorized representative in question shall be brought to the knowledge of the shareholders at the next meeting of shareholders.

The term "personal interest" as used above shall not apply to interest arising solely because the transaction involves direct or indirect affiliates of the SICAV or such other entities as may be determined by the Board of Directors' in its discretion from time to time.

Art. 21. Compensation of directors and managers. The SICAV may indemnify any director, manager, officer or authorized representative or their heirs or executors and administrators for reasonable expenses arising from all actions or proceedings that they may have been party to in their capacity as director, manager, officer or authorized representative of the SICAV or for having been, at the request of the SICAV, director, manager, officer or authorized representative of any other company of which the SICAV is a shareholder or creditor and by which they would not otherwise be indemnified, except in cases where in he/she would be found guilty of gross negligence, willful misconduct or poor management. In the case of an out of court settlement, indemnification shall only be granted if the SICAV is informed by its legal counsel that the director, manager, officer or authorized representative did not commit such a breach of duties. The right to indemnification shall not exclude other rights to which the director, manager, officer or authorized may be entitled.

Art. 22. Auditor. The SICAV's operations and its financial situation, including, in particular its accounts, shall be overseen by one or more certified auditors who must meet the requirements of Luxembourg law as regards their reputation and professional experience, and who shall exercise the duties prescribed by the Law of 2010.

This auditor shall be appointed by the general meeting of shareholders.

Section IV. General meetings

Art. 23. General meetings of shareholders. Any validly constituted shareholders' meeting of the SICAV shall represent the entire body of shareholders of the SICAV. It has the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the SICAV's operations. The resolutions adopted shall be binding on all shareholders, regardless of the Sub-fund or class to which they belong.

The shareholders shall meet when convened by the Board of Directors. A notice, providing the meeting's agenda, shall be sent by mail at least eight days before the meeting to all shareholders at their addresses recorded in the register of shareholders, and the meeting notice shall also be published in a Luxembourg newspaper, and in any other newspapers as decided by the Board of Directors, if legally required

If all the shareholders are present or represented and if they declare that they have been duly convened and had prior knowledge of the agenda, the general meeting of shareholders may take place without a meeting notice.

The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in the Grand Duchy of Luxembourg at the registered office of the SICAV or any other place in the Grand Duchy of Luxembourg that shall be established in the meeting notice, on the 18th of April at 3:30 pm (Luxembourg time). If that day is a public or bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting of shareholders shall be held on the next bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the Board of Directors' discretion, exceptional circumstances so require.

General meetings of shareholders other than the annual general meeting shall be held at a time and place specified in the convening notice.

The Chairman of the Board of Directors shall preside the shareholders' meetings. In the absence of the Chairman, the general meeting of shareholders shall appoint another director or any other person to chair this meeting by majority vote.

The quorum and timeframes required by law shall govern the attendance and participation formalities as well as the conduct of the SICAV's shareholder meetings, where not otherwise specified in the Articles of Incorporation.

The invitations to the general meetings of shareholders may state that the quorum and majority at the meeting are determined on the basis of the shares issued and in circulation on the fifth day preceding the meeting at twenty-four hundred hours (Luxembourg time) (known as the "registration date"). The rights of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and exercise the voting right attached to his/her shares shall be determined on the basis of the shares held by this shareholder on the registration date.

The Board of Directors may determine all other conditions to be fulfilled by shareholders in order to attend meetings. In particular, the SICAV can request to see identification of the shareholder or any third party representing the shareholder, as well as valid proof of such representation.

The shareholders of a Sub-fund may at any time hold general meetings of Sub-fund shareholders in order to deliberate on matters connected solely with the Sub-fund.

Similarly, the shareholders of any class may at any time hold general meetings of share class shareholders in order to deliberate on matters connected solely with their class.

Any share, irrespective of its net asset value, carries the right to one vote. Any shareholder may be represented at a general meeting of shareholders by an authorized representative who need not be a shareholder and who may be a director of the SICAV, by appointing him/her in writing.

Unless otherwise specified by the law or by these Articles of Incorporation, the decisions taken during a duly convened general meeting of shareholders of a Sub-fund or a class shall be taken by a simple majority of the shareholders present or represented.

The minutes of the general meetings of shareholders shall be signed by the bureau of the meeting and by the shareholders who request to do so.

The copies or extracts of the minutes used for legal or other purposes shall be valid when signed by the Chairman, two directors or by any person delegated for this purpose by the Board of Directors.

Section V. Financial year - Distribution - Closure, Merger, De-merger - Dissolution

Art. 24. Financial year. The financial year of the SICAV shall begin on the first day of January and end on the thirty-first day of December each year.

Art. 25. Distributions. At the proposal of the Board of Directors and subject to the legal limits, the general meeting of shareholders of the share class or classes issued in a Sub-fund shall determine how to allocate and dispose of the profits of this class within the Sub-fund and may authorize the Board of Directors to declare distributions from time to time. Capitalization shares will not normally pay dividends.

The Board of Directors may also decide to pay interim dividends on shares, subject to the conditions set by law.

Any dividends announced may be paid in any currency chosen by the Board of Directors at the time and place of its choosing.

The Board of Directors may decide to distribute dividends in the form of new shares instead of cash dividends, in accordance with the terms and conditions established by the Board of Directors.

Any declared distribution which has not been claimed by its beneficiary within the applicable time period may no longer be claimed and shall revert to the corresponding Sub-fund share class(es) in question.

No interest shall be paid on any dividend declared and kept by the SICAV at the disposal of its beneficiary.

Art. 26. Closure, merger and demerger of Sub-funds/share classes/ types of shares.

A. Closure of a Sub-fund or a share class or a type of share. The Board of Directors may, if it considers this to be in the interests of shareholders, decide to remove one or more Sub-fund(s) or one or more share classes or type(s) of shares by cancelling the shares of this (these) Sub-fund(s)/class(es)/types of shares, either by repaying the shareholders of this (these) Sub-fund(s)/class(es)/types(s) of shares all of the net assets corresponding thereto, or by allowing them to switch to another Sub-fund of the SICAV and issuing them new shares in the amount of their previous investment.

In case of closure of a Sub-fund which results in the disappearance of the SICAV, the closure must be decided by a general meeting of the shareholders under the conditions of quorum and majority stated in article 28 of these Articles of Incorporation.

This cancellation decision may be justified, in particular, in the following circumstances:

a) a change in the economic and political situation in the countries in which investments are made or the shares of one of more Sub-funds are sold;

b) if the net assets of a Sub-fund, a class or a type of share fall below a certain threshold considered by the Board of Directors to be insufficient to be able to continue managing the Sub-fund or class effectively;

c) within the context of rationalizing the range of products offered to investors.

Insofar as required by law, the announcement of such decision shall be published by the Board of Directors.

Assets that could not be distributed to their beneficiaries within the applicable timeframe on completion of the closure proceedings of the Sub-fund, class or type of share in question shall be deposited with the Caisse de Consignation to the profit of their beneficiaries.

B. Merger of Sub-funds, share classes or types of shares. Under the same circumstances as stated above, the Board of Directors may, if it considers it to be in the interest of the shareholders, decide to merge two or more share classes or types of shares, or Sub-funds into each other or into another UCITS falling within the scope of Directive 2009/65/EC or one of its Sub-funds subject to the conditions provided by the Law of 2010 and the sales documents.

If the Board of Directors takes the decision to merge one or more Sub-funds, any shareholder of the one or more Sub-funds in question shall retain the right to request, at no cost other than that required by the Sub-fund to cover the divestments costs, the repurchase or redemption of the units or, if this is possible, their conversion into units of another UCITS which has a similar investment policy and is managed by the same management company or by any other company with which the management company is linked by common management or control or by a significant direct or indirect shareholding subject to the conditions set forth in the sales documents and in the Law of 2010.

Notwithstanding the aforementioned provisions, for any merger which results in the disappearance of the SICAV, regardless of whether the merger was decided by the Board of Directors or the general meeting of shareholders, the effectiveness of said merger must be decided by the general meeting of shareholders, meeting without quorum conditions and by a simple majority of votes validly cast.

C. Demerger of a Sub-fund, share class or type of share. Under the same circumstances as stated above, the Board of Directors may also, if it considers it to be in the interest of the shareholders of a Sub-fund, class or type of share, decide to divide this Sub-fund, class or type of share into two or more Sub-funds, share classes or types of shares, subject to the conditions set down in the Law of 2010 and the sales documents.

Art. 27. Dissolution of the SICAV. The SICAV may at any time be wound up / merged by the decision of the general meeting of shareholders, under the conditions of quorum and majority stated in article 28 of these Articles of Incorporation.

If the SICAV is wound up, the liquidation shall be carried out by one or more liquidators, who may be individuals or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and remuneration.

The liquidation proceedings shall be conducted in accordance with the Law of 2010.

If the share capital of the SICAV were to fall below two-thirds of the legal minimum, the Board of Directors must propose the winding up of the SICAV to the general meeting of shareholders, such meeting to be held without quorum conditions, deciding by simple majority of the shares present or represented at the meeting.

If the capital were to fall below one quarter of the legal minimum, the general meeting of shareholders shall also deliberate without quorum conditions, but the winding up may be decided by shareholders holding one quarter of the shares represented at the meeting.

These meetings shall be convened in such way that they are held within a forty days of the discovery that the net assets have fallen, respectively, below two-thirds or one quarter of the minimum capital.

The net proceeds of the liquidation of each Sub-fund shall be distributed by the liquidators to the shareholders of the Sub-fund in proportion to their rights in the Sub-fund, and where applicable, in the share class in question.

In the event of the voluntary or forced liquidation of the SICAV, as defined by the Law of 2010, the sums and amounts attributable to shares whose holders do not come forward on completion of the liquidation proceedings shall be deposited with the Caisse de Consignation to the profit of the relevant beneficiary.

Art. 28. Amendment of the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended by a general meeting of shareholders, subject to the conditions for quorum and voting required by Luxembourg law.

Any amendment to these Articles of Incorporation affecting the rights of the shareholders of any Sub-Fund or share class compared to those of any other Sub-Fund or share class shall be subject to the requirements for quorum and for majority within such Sub-Fund or share class, insofar as shareholders of the given Sub-Fund or share class are present or represented.

Art. 29. Legal provisions. Any matters not governed by these Articles of Incorporation shall be governed by the provisions of the Luxembourg law of the 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time and the Law of 2010.

Transitory provisions

The first fiscal year shall begin on the date of incorporation of the company and shall end on the December 31, 2015.

The first annual general meeting of shareholders shall be held in the year 2016.

Subscription - Payment

Candriam Luxembourg, pre-designated, subscribes for five hundred (500) shares of the “Z” distribution share class in the sub-fund “US High Yield Corporate Bonds”.

All the shares so subscribed have been fully paid-up in cash, so that the amount of fifty thousand US dollars (USD 50,000) is at the disposal of the SICAV, as has been proven to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the SICAV as a result of its incorporation, are estimated at approximately three thousand five hundred euro (3,500.- USD).

Statements

The undersigned notary states that the conditions provided for in articles 26, 26-3 and 26-5 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been fulfilled.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately following the incorporation of the SICAV, the sole shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The following persons are appointed directors for a period ending on the date of the annual general meeting of the SICAV to be held in 2016:

- Mr. John Grady, residing at MA-02090 Westwood, 13 Fox Meadow Drive, United States, born at Massachusetts, USA, on June 24, 1968,
- Mr. Guillaume Abel, residing at F-75017 Paris, 83, rue Pierre Demours, born at Sens, France, on August 12, 1967,
- Mr. Renato Guerriero, residing at I-20020 Arese, Via Matteotti 10/86, born at Avellino, Italy, on January 15, 1974,
- Mr. Tanguy de Villenfagne, residing at B-3090 Overijse, Kapucijnendreef 64, born at Hasselt, Belgium, on September 21, 1955,
- Mr. Naïm Abou-Jaoudé, residing at London SW75AJ, 29, Clareville Street, born at Jal-El-Dib, Lebanon, on July 9, 1966.

Second resolution

The registered office of the SICAV shall be at 14 Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg

Third resolution

PricewaterhouseCoopers, having its registered office at 2 rue Gerhard Mercator, BP 1443, L-1014 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (RCS Luxembourg B 65477), is appointed as, auditor for a period ending on the date of the annual general meeting of the SICAV to be held in 2016.

Declaration

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date stated at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party, known to the notary, by surname, first name, civil status and residence, the appearing party signed the present deed together with the officiating notary.

Signé: B. KISSEL et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 1^{er} juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/20387. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 7 juillet 2015.

Référence de publication: 2015109214/658.

(150119197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2015.

Property Trust Dasing, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 117.115.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Property Trust Dasing, S.à r.l.

SGG S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2015076260/13.

(150086571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Regal Holdings Company S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 41.472.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mai 2015.

Référence de publication: 2015076296/10.

(150086554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

JPMorgan Private Bank Funds I, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 114.378.

Notice of

ANNUAL GENERAL MEETING

The meeting will be held at the location and time stated in the right-hand column. All appointments being voted on are for terms that end at the next annual general meeting.

Agenda:

1. Presentation of the report from Auditors and Board for the past fiscal year.
2. Should shareholders adopt the Audited Annual Report for the past fiscal year?
3. Should shareholders agree to discharge the Board for the performance of its duties for the past fiscal year?
4. Should shareholders approve the Directors' fees?
5. Should the following Directors be reappointed to the Board?
Jacques Elvinger, Alain Feis, Benoit Dumont, Jean Fuchs
6. Should shareholders re-appoint PricewaterhouseCoopers Société cooperative as its Auditors?
7. Should shareholders approve the payment of any distributions shown in the Audited Annual Report for the past fiscal year?
8. Consideration of any other item that is properly presented for a vote

To vote by proxy, use the proxy form at jpmorganassetmanagement.com/extra. Your form must arrive at the registered office, via post or fax, by 1800 CET on Wednesday, 29 July 2015.

To vote in person, attend the meeting in person.

THE MEETING

Location Registered office of the Fund (see below)

Date and time Friday,

31 July 2015 at 1200 CET

Quorum None required

Voting Agenda items will be resolved by a simple majority of the votes cast

THE FUND

Name JPMorgan Private Bank Funds I

Legal form SICAV

Fund type UCITS

Auditors PricewaterhouseCoopers

Société coopérative

Registered office

6 route de Trèves

L-2633 Senningerberg, Luxembourg

Fax +352 3410 8000

Registration number (RCS

Luxembourg) B 114378

Past fiscal year 12 months

ended 31 March 2015

Référence de publication: 2015105486/44.

Baloise Luxembourg Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 23, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 109.470.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires le 15 mai 2015

Cinquième résolution

Les mandats des administrateurs Romain Braas, Claude Meyer, Daniel Frank, et Wim Kinnert venant à échéance, l'Assemblée décide de procéder au renouvellement de leurs mandats pour une période d'un an. Leurs mandats expireront donc à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur l'exercice 2015.

Septième résolution

L'Assemblée décide de renouveler le mandat du Commissaire aux Comptes Carmen Gerling-Monz, pour la période expirant à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur l'exercice 2015.

Daniel FRANK

Administrateur

Référence de publication: 2015075822/17.

(150087374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Five Arrows Secondary Opportunities III Co-Investments S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 167.385.

A first extraordinary general meeting of the shareholders of the SICAR held on 16 June 2015 did not reach the required quorum to deliberate on the following agenda.

Therefore, the shareholders of the SICAR are hereby convened to attend a

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders, which shall be held on *31 July 2015* at 11:00 a.m. (Luxembourg time) in the premises of the SICAR, with the following agenda:

Agenda:

1. Amendment and restatement of the articles of incorporation of the SICAR;
2. Discarding of the existing French version of the articles of incorporation of the SICAR;
3. Miscellaneous.

The board of directors of Five Arrows Managers, the general partner of the SICAR, wishes to recommend that the shareholders vote in favour of the resolutions at this meeting.

This second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. Resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes cast at the meeting.

The amended version of the SICAR's articles of incorporation (clean and marked-up against the current version) is available to the shareholders of the SICAR free of charge at the registered office of the SICAR on any day on which banks are opened for business in Luxembourg (excluding Saturday, Sunday). In addition, such documents will be provided to the shareholders of the SICAR free of charge upon request; should they wish to receive a copy, they shall contact Mr Julien Mengozzi by fax: +352 27 48 96 85 50 or by mail: Julien.Mengozzi@paris-orleans.com.

If a shareholder cannot be personally present at this extraordinary general meeting and wishes to be represented, such shareholder is entitled to appoint a proxy (which does not need to be a shareholder) to vote on its behalf. In this case, it shall return the duly completed proxy form to Five Arrows Managers by close of business (6:00 p.m. (Luxembourg time)) on 29 July 2015, by fax: +352 27 48 96 85 50 or by mail: Julien.Mengozzi@paris-orleans.com.

Powers of attorney already completed for the meeting of 16 June 2015 will remain valid for this second meeting.

Proxy forms can be obtained at the registered office of the SICAR.

Luxembourg, 29 June 2015.

By order of Five Arrows Managers,

acting as general partner of Five Arrows Secondary Opportunities III Co-Investments S.C.A., SICAR.

Référence de publication: 2015100109/35.